



Évaluation du centre canadien d'information sur l'énergie information (CCIE)

Ressources naturelles Canada et
Statistiques Canada

Also available in English under the title: Evaluation of the Canadian Centre for Energy Information

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à copyright-droitdauteur@nrca-nrcan.gc.ca.

Cat. No. M134-79/1-2025F-PDF (En ligne) / ISBN 978-0-660-77984-3

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre des Ressources naturelles, 2025

Évaluation du centre canadien d'information sur l'énergie information (CCIE)

Direction de l'audit et de l'évaluation

RNCan et STATCan

24 Mars 2025

Sur cette page

- [Liste des acronymes et abréviations](#)
- [Résumé exécutif](#)
- [Recommandations et rélionsse de la direction](#)
- [Introduction](#)
- [Profil du programme](#)
- [À propos de l'évaluation](#)
- [Pertinence](#)
- [Efficacité – Résultats](#)
- [Efficacité – Conception et exécution](#)
- [Dans quelle mesure le Programme du CCIE a-t-il tenu compte des facteurs d'ACS Plus/EDI ?](#)
- [La stratégie de mesure du rendement du CCIE appuie-t-elle l'efficacité du programme ?](#)
- [Leçons apprises](#)
- [Conclusion](#)
- [Annexe A : Cote de la personne interrogée pour l'atteinte des résultats du CCIE](#)
- [Annexe B : Équipe d'évaluation](#)

Liste des acronymes et abréviations

ACS Plus

Analyse comparative entre les sexes Plus

AIE

Agence internationale de l'énergie

AMG

Autres ministères du gouvernement

APD

Accord de partage de données

CCCS

Conseil consultatif canadien de la statistique

CCE

Comité consultatif externe

CCIE

Centre canadien d'information sur l'énergie

DEHF

Données sur l'électricité à haute fréquence

ECCC

Environnement et changement climatique Canada

EDI

D'équité, de diversité et d'inclusion

EIA

Energy Information Administration (Agence d'information de l'énergie des États-Unis)

EUA

États-Unis d'Amérique

FPT

Fédéral(aux), provincial(aux) et territorial(aux)

ONU

Organisation des nations unies

Ofgem

Office of Gas and Electricity Markets (Bureau des marchés du gaz et de l'électricité du Royaume-Uni)

PECC

Programme de politique en matière d'énergie et de changements climatiques

PSE

Programme statistique de l'énergie

REC

Régie de l'énergie du Canada

RNCan

Ressources naturelles Canada

RU

Royaume-Uni

SCA

Statisticien en chef adjoint

SMA

Sous-ministre adjoint

StatCan

Statistique Canada

TI

Technologies de l'information

Résumé exécutif

Le rapport présente les constatations, les conclusions et les recommandations de l'évaluation interministérielle du Centre canadien d'information sur l'énergie (CCIE) dirigée par la Direction générale de l'audit et de l'évaluation de Ressources naturelles Canada (RNCAN) avec l'appui de la Direction générale de l'audit et de l'évaluation de Statistique Canada (StatCan).

Cette évaluation interministérielle a été approuvée dans le Plan intégré d'audit et d'évaluation 2022-2027 de RNCAN et dans le Plan intégré d'audit et d'évaluation axé sur le risque 2022-2023 à 2026-2027 de StatCan. La méthodologie d'évaluation avait suivi la *Politique sur les résultats* (2016) du Conseil du Trésor et comprenait un examen des documents et de la littérature, des entrevues avec des informateurs clés et une comparaison internationale. La période d'évaluation était de 2018-2019 à 2023-2024. Le CCIE évolue constamment et, par conséquent, des progrès sur les résultats peuvent avoir été réalisés après la période d'évaluation. Par exemple, il y a eu la publication des données STAT Explorer (novembre 2023) et l'initiative des données sur l'électricité à haute fréquence (février 2024), dont les répercussions n'ont peut-être pas été prises en compte dans les conclusions de l'évaluation.

Le CCIE est un partenariat entre RNCAN et StatCan, en collaboration avec Environnement et Changement climatique Canada, et la Régie de l'énergie du Canada pour créer un système d'information sur l'énergie moderne et indépendant. Le CCIE vise à servir de « guichet unique » pour des informations régionales et nationales détaillées sur l'énergie qui sont exactes, opportunes, transparentes, complètes, conviviales, cohérentes à l'interne, gratuites, sensibles aux besoins des différents utilisateurs et indépendantes de l'influence politique.

Le fait d'établir le centre opérationnel du CCIE au sein de StatCan visait à donner suite aux recommandations du rapport de 2018 intitulé [Repenser le système canadien d'information sur l'énergie : les modèles de collaboration dans une économie fondée sur les données](#), du Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes. Le gouvernement a notamment travaillé avec l'industrie, la société civile, les établissements de recherche, les gouvernements et les collectivités autochtones et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour créer un fournisseur d'information et de statistiques sur l'énergie dans le cadre d'un modèle de collaboration dans une économie axée sur les données.

Ce que l'évaluation a révélé

Pertinence

Le CCIE est pertinent. L'évaluation a permis de constater qu'il existe un besoin accru pour le CCIE compte tenu de l'importance de la transition énergétique du Canada. En tant qu'initiative, le CCIE est bien placé pour appuyer la Stratégie de zéro émission nette du Canada, les initiatives sur les carburants à faible teneur en carbone et les stratégies de données ouvertes, entre autres initiatives, d'une manière transparente et responsable. Toutefois, les utilisateurs avancés du CCIE partageaient la perception que les données pertinentes sur l'énergie, y compris celles liées aux émissions de gaz à effet de serre du Canada, n'étaient pas suffisamment granulaires ou opportunes. L'évaluation a fait remarquer que la satisfaction du besoin de données plus détaillées et plus opportunes exigerait des changements systémiques plus larges au système global d'information sur l'énergie du Canada et une dotation importante en ressources. Des améliorations continues dans l'ensemble du système canadien de données statistiques sur l'énergie, y compris le CCIE, sont nécessaires pour faciliter une meilleure prise de décisions par les décideurs, l'industrie, les chercheurs et les Canadiens.

Efficacité

Le CCIE a atteint ses résultats immédiats. Le nouveau système d'information sur l'énergie du Canada est pertinent et collaboratif et a permis aux utilisateurs de l'information de trouver plus facilement des données et des analyses pour prendre des décisions éclairées. Cependant, il est encore possible de tirer davantage parti de la valeur de la collaboration familiale fédérale qui a résulté du CCIE. Bien que la surveillance et les rapports soient restés largement inchangés depuis 2019, il y a eu un changement à un modèle de financement direct et la partie opérationnelle du programme a été intégrée à StatCan en 2021-2022. Compte tenu d'autres changements opérationnels au fil du temps, comme l'approche du CCEI en matière de mobilisation avec les intervenants, et l'infrastructure informatique évoluée, l'évaluation a révélé la nécessité pour le CCIE d'examiner et de mettre à jour ses cadres de gouvernance et de mesure du rendement.

Bien que les visites d'utilisateurs du CCIE aient augmenté d'au moins 50 % d'une année à l'autre depuis sa création. Dans l'ensemble, le nombre total d'accès au Web est variable avec environ quelques milliers de pages vues par mois, ce qui représente environ 50 000 pages vues par années L'avancement de la visualisation des données ou l'intégration d'éléments narratifs de site web (par exemple, utilisation de textes, de graphiques, de cartographie, etc.) pourrait aider à rendre l'information du CCIE plus facile à absorber pour les hauts dirigeants et

les Canadiens, ce qui pourrait aider à accroître la sensibilisation au CCIE et améliorer la capacité du CCIE à communiquer des renseignements utiles sur les systèmes énergétiques du Canada. Le Recueil d'information sur l'énergie de RNCAN s'est avéré être un modèle utile contenant des données cartographiques, des graphiques et des graphiques. L'affichage exclusif du Cahier d'information sur le portail du CCIE (qui se trouvait auparavant sur le site Web de RNCAN) a été associé à une augmentation significative du nombre d'utilisateurs.

Au-delà du point de vue des intervenants, il y a peu de données disponibles pour évaluer l'atteinte par le CCIE de ses résultats intermédiaires et ultimes. Ces résultats intermédiaires ont trait au fait que les utilisateurs d'information sur l'énergie fondent leurs décisions sur des renseignements plus pertinents, cohérents et complets, ainsi qu'une confiance accrue dans les données du gouvernement du Canada sur l'énergie. Les résultats ultimes ont trait à l'utilisation de l'information, des conseils et des points de vue des intervenants par les décideurs à l'appui des initiatives énergétiques et mènent à une amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada.

Les points de vue des intervenants sur les progrès réalisés par rapport à ces résultats étaient mitigés. Bien que la plupart étaient d'avis que des progrès étaient réalisés à l'égard de ces résultats et de l'harmonisation des données, plusieurs ont déclaré que les questions entourant les résultats intermédiaires à ultimes sont complexes et que, sans recherche sur l'opinion publique démontrant directement des données liées aux résultats, ils ne pouvaient pas commenter sur les progrès attribuables à le CCIE. Les personnes interrogées ont également déclaré que, bien que StatCan soit une organisation de confiance et politiquement neutre, on était d'avis que le CCIE exerçait une fonction de « bibliothèque » plutôt que de faire preuve de leadership fédéral pour améliorer la qualité et l'actualité des données sur l'énergie au Canada.

Presque tous les répondants des groupes d'intervenants étaient d'avis que l'objectif du CCEI était trop ambitieux pour le niveau de ressources dont il disposait et qu'il avait « accompli beaucoup » avec ses ressources disponibles. Les membres du programme du CCEI ont stipulé qu'ils ont souvent eu de la difficulté à trouver un équilibre entre les actions prioritaires selon ce qui doit être fait pour répondre aux besoins des intervenants et ce qui peut être fait dans la pratique compte tenu des contraintes sur les ressources existantes.

Leçons tirées

Un éventail de partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) et du secteur privé ont mentionné la précieuse collaboration qui a eu lieu. Le CCIE en tant que lieu de collaboration et le CCIE lui-même pour intégrer l'information sur l'énergie dans un « guichet unique » ont été considérés comme des pratiques exemplaires. Toutefois, certains intervenants ont fait remarquer que la collaboration et la communication avec le CCIE étaient parfois lentes et intermittentes. L'obtention d'un engagement provincial et territorial significatif a été mentionnée comme un domaine particulièrement difficile. Les membres de l'équipe du programme du CCIE ont fait remarquer que la plupart des « commentaires » provenant des réunions FPT de haut niveau les obligeant à présumer du consentement pour aller de l'avant avec les plans de travail existants du CCIE qui ont été présentés. Les personnes interrogées ont également indiqué qu'il était nécessaire que les cadres supérieurs communiquent les améliorations qui pourraient être apportées par le CCIE sur le plan opérationnel.

Les commentaires des intervenants ont également indiqué que la nécessité de consulter divers organes de gouvernance, comme le Comité consultatif externe et la Conférence des ministres et des mines d'énergie, a été initialement très utile, mais qu'il pourrait maintenant s'agir de processus « lourds ». Les intervenants ont exprimé leur intérêt à avoir plus d'occasions de participer au niveau opérationnel, avec des ordres du jour et le calendrier des réunions axés sur les besoins des parties concernées au niveau des professionnels des données énergétiques.

Les membres de l'équipe du programme du CCIE ont indiqué que le CCIE a réussi en tant que projet « exploratoire » vers un modèle de prestation plus inclusif et dynamique. L'influence du CCIE a contribué à créer un changement dans la culture organisationnelle de StatCan, qui était auparavant fortement investi dans la production de tableaux de données, mais qui a largement laissé des analyses ou des représentations graphiques supplémentaires des données à d'autres parties. Les professionnels des données énergétiques du milieu universitaire et des instituts de recherche s'attendent à ce que le CCIE et l'ensemble du gouvernement fédéral soient en mesure d'égaliser leur niveau de présentation de visualisations utiles, ce qui facilite la communication rapide avec les hauts dirigeants et un public plus large.

Recommandations et réponse de la direction

À la lumière de ces constatations, les recommandations suivantes sont proposées, ainsi que la réponse et le plan d'action de la direction :

Recommandations	Réponse et plan d'action de la direction
1. Le sous-ministre adjoint (SMA) du Secteur des systèmes énergétiques de RNCAN, en collaboration avec le statisticien en chef adjoint (SCA) de la Statistique économique de StatCan, devrait améliorer davantage l'efficacité de la planification collaborative du travail et de l'établissement de l'ordre de priorité interne des tâches, en mettant l'accent sur le leadership fédéral en matière d'harmonisation des données et sur le comblement des lacunes en matière de données relevées dans l'évaluation. Les mesures suivantes devraient être prises : - assurer l'approbation régulière des plans de travail d'une année à l'autre et le suivi des progrès réalisés par rapport aux éléments spécifiques des plans; - planifier l'orientation future sur un horizon à moyen et à long terme afin de prioriser les améliorations qui peuvent être abordées de manière réaliste par le CCIE.	Réponse de la direction : La direction est d'accord. En réponse à la recommandation 1, RNCAN et StatCan entreprendront conjointement une planification à moyen et à long terme de l'initiative CCIE, en consultation avec les partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT), tout en cernant les occasions d'améliorer le processus de planification collaborative et d'établissement des priorités. Bien que les comparaisons avec l'Energy Information Administration (EIA) des États-Unis soient compréhensibles, des changements importants au mandat, au budget et à l'autorité légale du CCIE seraient nécessaires pour atteindre le niveau de l'EIA. Dans ce contexte, la direction élaborera un plan de travail quinquennal avec un suivi régulier annuel des produits livrables, afin de prioriser les améliorations qui peuvent être réalistement apportées par le CCIE dans les limites des niveaux de financement courants. L'expertise des partenaires FPT sera mise à profit pour cerner les pratiques exemplaires et appuyer les travaux futurs. La direction convient d'examiner les points suivants dans l'élaboration du plan de travail : - Poursuivre la production de visualisations de données, de cartes et d'autres produits dynamiques et interactifs. - Identifier les données prioritaires à publier sur le portail du CCIE, en consultation avec les partenaires et les parties prenantes, y compris le Centre de modélisation énergétique.

Recommandations	Réponse et plan d'action de la direction
	• Accélérer les travaux pour répondre aux besoins des utilisateurs avancés et des décideurs au Canada, notamment en abordant les défis liés à la cohérence des données et en élaborant des normes canadiennes pour les statistiques de l'énergie. • Consolider et diffuser les données liées à l'équité, à la diversité et à l'inclusion (EDI), à l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) et aux personnes s'identifiant comme Autochtones. • Évaluer les exigences du système de TI pour s'assurer que le CCIE pourra continuer à soutenir l'ingestion et la diffusion des données en temps opportun et améliorer les outils et fonctionnalités du portail. Le plan quinquennal s'appuiera sur des outils fondamentaux récemment lancés, notamment le .Stat Data Explorer (Explorateur de données statistiques) et l'outil de visualisation des données sur l'électricité à haute fréquence. L'Explorateur de données, lancé en novembre 2024, facilitera la publication des données FPT qui ne figurent pas actuellement sur le site Web du CCIE. Le CCIE continuera également d'explorer les possibilités d'étendre l'outil de visualisation des données sur l'électricité à haute fréquence au-delà des données accessibles au public, afin de répondre aux besoins des utilisateurs avancés produisant des visualisations complexes et des résultats régionaux. Poste responsable : DG-DPE et DG-DSAE

Recommandations	Réponse et plan d'action de la direction
	Livrables et calendrier : Un plan de travail quinquennal consolidé avec un suivi régulier annuel des progrès, élaboré en consultation avec les partenaires FPT et les principaux intervenants, et approuvé par le SMA du Secteur des systèmes énergétiques, RNCAN, et le SCA de la Statistique économique, StatCan (d'ici la fin de septembre 2026).
2. À la lumière des changements opérationnels, comme le modèle de financement direct à StatCan et l'intégration du programme StatCan, le SMA du Secteur des systèmes énergétiques de RNCAN et le SCA de la Statistique économique de StatCan, devraient revoir conjointement la gouvernance du CCIE. Cet examen devrait : a. évaluer la pertinence et l'efficacité continues des mécanismes fédéraux de collaboration et de surveillance; b. examiner les mécanismes de gouvernance existants, en particulier le Comité FPT et le Comité consultatif externe, en vue d'accroître la participation et l'adhésion des partenaires FPT; et c. examiner la participation des professionnels des données énergétiques, en vue d'accroître leur participation active aux discussions de travail.	Réponse de la direction : La direction est d'accord. En réponse à la recommandation 2, RNCAN et StatCan procéderont conjointement, en consultation avec d'autres ministères fédéraux partenaires et leurs homologues provinciaux et territoriaux (PT), au réexamen de la gouvernance du CCIE à la lumière de son orientation stratégique. Les structures de gouvernance existantes seront examinées et les pratiques exemplaires seront analysées. On envisagera de maximiser l'utilisation des mécanismes de gouvernance existants ou d'autres forums de réunion, en équilibrant l'engagement stratégique de haut niveau et les échanges techniques, en vue de tirer parti de l'expertise en la matière et d'optimiser la participation et la collaboration entre les ministères et organismes fédéraux. La direction s'engage à : 1. Réexaminer le rôle et l'efficacité des mécanismes de gouvernance existants. 2. Tirer parti des meilleures pratiques de gouvernance découlant d'initiatives similaires.

Recommandations	Réponse et plan d'action de la direction
	3. Consulter les partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux sur l'approche de gouvernance du CCIE. 4. Formuler des recommandations sur le rôle et la fréquence des comités et des groupes de travail techniques du CCIE. 5. Mettre à jour les mandats des comités pertinents. Poste responsable : DG-DPE et DG-DSAEE Livrables et calendrier : Mise en place d'une structure de gouvernance révisée avec des mandats mis à jour pour les comités pertinents, approuvée par le SMA du Secteur des systèmes énergétiques de RNCAN et le SCA de la Statistique économique de StatCan (d'ici la fin de septembre 2026).
3. Le Sous-ministre adjoint du Secteur des systèmes énergétiques de RNCAN, en collaboration avec le SCA de la Statistique économique de StatCan, devrait revoir le cadre de mesure du rendement du CCIE. Les révisions devraient : a. mettre à jour les indicateurs de rendement clé pertinents aux résultats du CCIE; b. clarifier les responsabilités relatives à la tenue à jour du cadre de mesure du rendement, y compris l'harmonisation avec les programmes de surveillance du rendement initiés par la direction de StatCan.	Réponse de la direction : La direction est d'accord. En réponse à la recommandation 3, StatCan en collaboration avec RNCAN, mettra à jour le cadre de mesure du rendement de l'initiative du CCIE, conformément aux politiques et aux directives du gouvernement du Canada, y compris la <i>Politique sur les résultats</i> et la Directive sur les résultats, et en consultation avec les groupes responsables de la mesure du rendement à StatCan et RNCAN. Cette mise à jour comprendra la sélection d'indicateurs de rendement clé permettant de mesurer efficacement les progrès par rapport aux résultats, l'identification des exigences en matière de données et des sources de données, ainsi que l'établissement de cibles et d'échéanciers

Recommandations	Réponse et plan d'action de la direction
	pour l'atteinte des objectifs de rendement. Le cadre fera l'objet d'un examen régulier afin d'assurer une mesure du rendement rigoureuse. La direction s'engage à : 1. Réviser le cadre de mesure du rendement, avec des indicateurs de rendement clé mis à jour. 2. Clarifier les responsabilités en matière de maintenance et d'harmonisation du cadre révisé avec le programme de surveillance du rendement de StatCan. Poste responsable : DG-DPE et DG-DSAEE Livrables et calendrier : Un cadre de mesure du rendement révisé avec des indicateurs de rendement clé mis à jour, approuvé par le SMA du Secteur des systèmes énergétiques de RNCAN et le SCA de la Statistique économique de StatCan (d'ici la fin de mars 2026).

Introduction

Le rapport présente les constatations, les conclusions et les recommandations de l'évaluation interministérielle du Centre canadien d'information énergétique (CCIE) dirigée par la Direction générale de l'audit et de l'évaluation de Ressources naturelles Canada (RNCAN) avec l'appui de la Direction générale de l'audit et de l'évaluation de Statistique Canada (StatCan).

Conformément à l'engagement pris par RNCAN envers le Conseil du Trésor d'évaluer le CCIE en collaboration avec StatCan, la réalisation de cette évaluation interministérielle a été approuvée dans le Plan intégré d'audit et d'évaluation de

RNCan de 2022-2027 et dans le Plan intégré d'audit et d'évaluation axé sur les risques de StatCan 2022-2023 à 2026-2027.

Profil du programme

Contexte et justification du programme

Le CCIE est un partenariat entre RNCan et StatCan, en collaboration avec Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et la Régie de l'énergie du Canada (REC) pour créer un système d'information sur l'énergie moderne et indépendant. L'établissement du centre opérationnel du CCIE au sein de StatCan visait à donner suite aux recommandations du rapport de 2018, du [Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes](#) qui a noté des lacunes dans l'information sur l'énergie canadienne.

Le CCEI ne produit ni ne génère de données brutes. Il diffuse des données pertinentes sur l'énergie et les changements climatiques ainsi que des renseignements de RNCan, de la REC et de ECCC. Bien que RNCan et ECCC soient des ministères, StatCan, en tant qu'organisme national de statistique, et la REC, en tant que régulateur fédéral de l'énergie, sont structurés différemment comme organismes ministériels et, par leur loi d'application, fonctionnent avec un degré plus élevé d'indépendance.

Le CCIE répond aux lacunes du système d'information sur l'énergie du Canada. Plus précisément, comme il est indiqué dans le rapport du Comité, le système canadien d'information sur l'énergie a été décrit comme suit : décentralisé et difficile à naviguer, à interpréter et à vérifier ; basé sur des normes de mesure et de déclaration des données irrégulières ; souvent dépassé dans une économie très rapide où la demande pour de l'information en temps réel augmente sans cesse ; et souvent inaccessible, incomplet ou manquant.

Pour répondre au rapport du Comité des ressources naturelles, dans le budget de 2019, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il fournirait à RNCan 15,2 millions de dollars sur cinq ans, et 3,4 millions de dollars par année par la suite, pour établir le CCIE virtuel livré par StatCan. Le ministre des Ressources naturelles a annoncé le lancement par StatCan du portail du CCIE en octobre 2020.

Comme il est décrit dans [l'Évaluation du programme de politique en matière d'énergie et de changements climatiques](#) (PECC) de RNCan (décembre 2020), « *Au cours des dernières années, RNCan et ses partenaires fédéraux (p. ex., ECCC) ont été*

incapables de répondre à d'importantes questions liées à l'énergie en raison de la disponibilité ou de l'accessibilité insuffisante de données et d'analyses de qualité (y compris des statistiques brutes et interprétées) ». Cela a nui à la capacité du gouvernement de suivre les tendances émergentes et d'évaluer les répercussions économiques, sociales et environnementales de la transition vers un avenir énergétique propre, de cerner les lacunes et les défaillances du marché qui doivent être comblées par les gouvernements et d'évaluer la position du Canada dans un contexte international.

Bien que la responsabilité de l'utilisation du financement du CCIE ait par la suite été transférée à StatCan, la surveillance et les rapports actuels se sont poursuivis sous la gouvernance déjà en place, centrée sur RNCan.

Le CCIE vise à servir de « guichet unique » pour des informations régionales et nationales détaillées sur l'énergie qui sont exactes, opportunes, transparentes, complètes, conviviales, cohérentes à l'interne, gratuites, sensibles aux besoins des différents utilisateurs et indépendantes de l'influence politique.

Le CCIE vise à combler les lacunes dans les données énergétiques et la qualité des données et à accroître l'uniformité et la cohérence entre les données existantes en normalisant les définitions, les mesures et les rapports sur l'énergie entre les partenaires fédéraux (c.-à-d. RNCan, StatCan, ECCC et REC) et les provinces et les territoires (PT). Les quatre ministères et organismes fédéraux ont des rôles et des responsabilités qui correspondent à leur mandat :

- RNCan recueille et diffuse de l'information pour appuyer son mandat visant à améliorer le développement, l'utilisation et la compétitivité responsables des ressources naturelles ;
- StatCan est le principal organisme chargé de recueillir, de compiler et de distribuer des données et des statistiques au Canada, y compris les données énergétiques ;
- ECCC produit de l'information sur l'incidence des règlements environnementaux sur le secteur de l'énergie ainsi que sur l'impact du secteur de l'énergie sur l'environnement ; et
- La REC, en tant qu'organisme fédéral de réglementation des pipelines, du développement énergétique et du commerce, recueille et diffuse des données sur le commerce de l'énergie, ainsi que des données sur la production et le débit des pipelines.

Contexte opérationnel et mandat

Au sein de RNCan, qui agit à titre de ministère responsable du CCIE, le CCIE est géré par le Programme des politiques en matière d'énergie et de changement climatique (PECC), qui fait partie de la Division de l'analyse économique et de l'énergie, qui relève de la Direction de la politique énergétique du Secteur des systèmes énergétiques. Le Programme des PECC fournit des conseils stratégiques au ministre des Ressources naturelles, aux hauts fonctionnaires du gouvernement et à d'autres intervenants afin d'éclairer la prise de décisions sur les questions liées à l'énergie et au climat, y compris la voie d'accès future pour le secteur de l'énergie du Canada.

Au sein de StatCan, le CCIE est opérationnalisé par le Programme de la statistique de l'énergie (PSE), qui fait partie du Centre de la statistique de l'énergie et des transports, une division relevant de la Direction de la statistique de l'agriculture, de l'énergie et de l'environnement du Secteur de la Statistique économique. Le PSE, qui est en place à StatCan depuis de nombreuses années, recueille et diffuse principalement des données volumétriques sur la production, la distribution, la transformation et la consommation des diverses formes d'énergie (p. ex. le pétrole, le gaz naturel, le charbon et le coke, l'électricité et les produits pétroliers raffinés) pour les utilisateurs partout au pays, ainsi que le respect des obligations internationales de déclaration du Canada.

En mettant en œuvre le CCIE, StatCan, en tant qu'organisme indépendant, est un arbitre indépendant des statistiques de l'énergie. Il n'y a pas de participation ministérielle directe aux questions méthodologiques ou techniques.

Le mandat du CCIE est le suivant :

- compiler des données sur l'énergie provenant de plusieurs sources en un seul site Web facile à utiliser (c.-à-d. centralisé, accessible) ; et
- améliorer la qualité globale de l'information sur l'énergie mise à la disposition des Canadiens, des décideurs, des intervenants et de l'industrie (c.-à-d. la qualité des données, la quantité des données, la disponibilité).

Le CCIE a trois axes de travail principaux :

- **Accès** : Simplifier l'accès à l'information sur l'énergie du Canada grâce au développement, au lancement et à la maintenance d'un centre de données virtuel qui intègre les données d'un éventail de fournisseurs et les rend accessibles au public par l'entremise d'un site Web convivial doté de fonctionnalités avancées. Cela comprend l'exploitation de la plateforme d'analyse de données en tant que service qui fournit une suite de

fonctionnalités avancées et permet la réalisation de projets collaboratifs et d'analyses visuelles en libre-service.

- **Données** : Travailler avec des partenaires pour cerner et atténuer les lacunes en matière de données (y compris au moyen de nouvelles collectes de données), normaliser les définitions de l'énergie et rapprocher les données de divers fournisseurs, et réduire les chevauchements dans la collecte de données (p. ex., grâce à des enquêtes plus spécialisées).
- **Engagement** : L'orientation stratégique visant à améliorer l'état de l'information sur l'énergie au Canada est guidée par un engagement structuré avec les intervenants. Cet engagement s'appuie sur les structures existantes sans nécessiter de ressources supplémentaires.

Le rapport de 2018 du Comité des ressources naturelles a formulé des recommandations qui comprenaient la collaboration du gouvernement avec l'industrie, la société civile, les établissements de recherche, les gouvernements et les communautés autochtones et les PT pour :

- s'assurer que le fournisseur d'information sur l'énergie proposé est politiquement indépendant et qu'il dispose d'un pouvoir législatif suffisant pour recueillir, valider, analyser et distribuer les données sur l'énergie dans des délais concurrentiels ;
- établir des mesures de protection suffisantes pour protéger la sensibilité et/ou la confidentialité des données sur l'énergie déclarées par les entreprises publiques, privées et d'autres organisations ; et
- intégrer les pratiques exemplaires des homologues internationaux, s'il y a lieu.

Bien que le rapport du Comité note que les objectifs ci-dessus pourraient être atteints par une toute nouvelle agence d'information sur l'énergie qui fonctionnerait indépendamment du gouvernement, les éléments de preuve recueillis par le Comité font également référence au fait que la création d'un nouvel organisme serait probablement coûteuse. Le rapport souligne également que les objectifs qu'il a exprimés pourraient également être atteints par l'entremise des fournisseurs de données nationaux existants, comme StatCan. Comme il a été annoncé dans le budget de 2019, le CCIE en tant que partenariat entre RNCan et StatCan, opérationnalisé par StatCan, a finalement été choisi par le gouvernement du Canada comme modèle pouvant le mieux répondre aux recommandations du rapport.

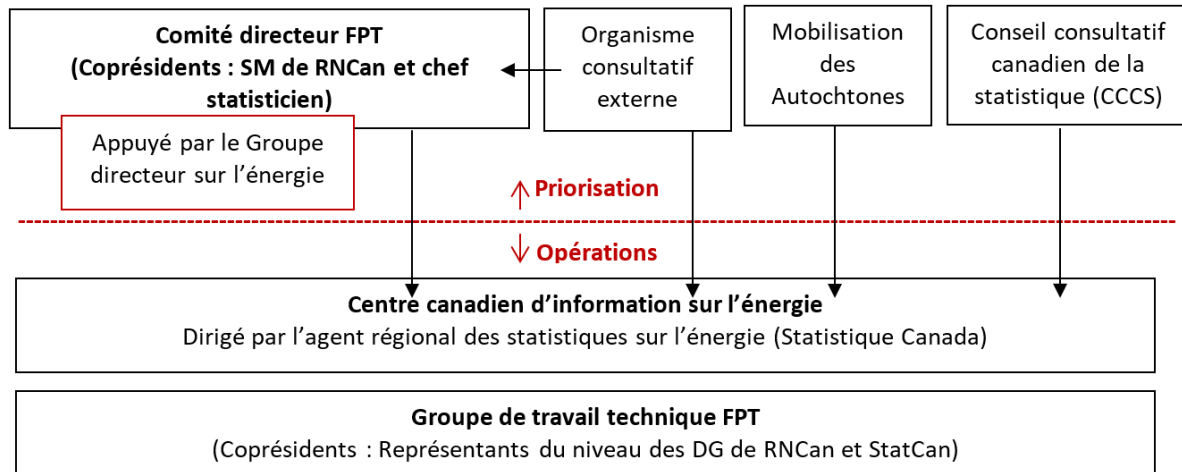
Gouvernance

La structure de gouvernance du CCIE est conçue pour améliorer la collaboration fédérale, provinciale et territoriale (FPT) et tirer parti des structures existantes. La figure 1 représente la structure de gouvernance initiale envisagée. Toutefois, la structure a changé au fil du temps avec l'inclusion du **Groupe directeur de l'énergie et du Conseil consultatif sur les statistiques** et de ses sous-comités.

- Le **Comité directeur FPT** est coprésidé par le sous-ministre de RNCan et le statisticien en chef de StatCan et est chargé de déterminer les priorités énergétiques et de fournir des conseils sur les priorités stratégiques pour le plan annuel du CCIE.
- Le Comité directeur FPT est appuyé par un **comité de mise en œuvre fédéral au niveau des directeurs généraux** qui fournit une expertise technique et opérationnelle ainsi que des mises à jour sur la mise en œuvre du CCIE.
- L'Organe consultatif externe, maintenant connu sous le nom de **Comité consultatif externe** (CCE), fournit des commentaires et des conseils au Comité directeur. Il comprend de six à 10 experts externes du milieu universitaire, des groupes de réflexion, des organisations de l'industrie et d'autres organisations non gouvernementales, ainsi que des municipalités. Le CCE contribue à l'examen continu des extrants statistiques du CCIE, favorise la pertinence du programme et recommande les priorités. et se réunit deux fois par an.
- Le **Conseil consultatif canadien de la statistique** (CCCS) est un organisme indépendant qui conseille le statisticien en chef de manière transparente sur la qualité globale du système statistique national. Le CCCS est également responsable de produire et de publier un rapport annuel sur l'état de ce système.
- Dans le cadre de son initiative actuelle de renforcement des capacités autochtones, StatCan élabore un engagement ciblé des Autochtones afin de faire participer les peuples autochtones en tant que contributeurs et utilisateurs du CCIE.
- Le **Conseil consultatif FPT sur la politique statistique** et ses sous-comités comprennent un réseau de 13 représentants officiels provinciaux et territoriaux du Groupe de travail technique FPT, qui collaborent avec StatCan pour déterminer les exigences en matière de données, consulter sur les activités statistiques actuelles et coordonner la diffusion des produits de StatCan aux gouvernements provinciaux et territoriaux.

Figure 1. Structure de gouvernance initiale du CCIE

Figure 1. Structure de gouvernance initiale du CCIE



Source: CCEI Overview Deck (Aperçu du CCIE), juin 2019

Source: CCEI Overview Deck (Aperçu du CCIE), juin 2019

Version texte

Résultats attendus

Le modèle logique original du CCIE est illustré ci-dessous à la figure 2. Le deuxième volet du modèle logique original a été abandonné en raison de contraintes de ressources.

Figure 2. Résultats attendus du CCIE énoncés dans les documents fondamentaux

Résultats ultimes
Ce programme est lié au résultat intermédiaire du modèle logique du Programme des politiques en matière d'énergie et de changement climatique (PECC) de RNCAN, à savoir « l'utilisation de l'information, des conseils et des points de vue des intervenants par les décideurs à l'appui d'initiatives énergétiques qui favorisent la confiance du public et la croissance propre », ce qui mène au résultat ultime du modèle logique du PCCE, soit « l'amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada ».

Résultats ultimes		
Résultats intermédiaires		
Les utilisateurs d'information sur l'énergie fondent leurs décisions sur des renseignements plus pertinents, cohérents et complets. Les utilisateurs de l'information sur l'énergie ont accru la confiance dans les données et les analyses énergétiques du gouvernement.	Les utilisateurs de l'information sur l'énergie ont accru la confiance dans les données et les analyses énergétiques du gouvernement. Création de nouvelles industries et chaînes d'approvisionnement.	
Résultats immédiats		
Volet 1	Volet 2	Volet 3
Les utilisateurs d'information sur l'énergie peuvent plus facilement trouver les données et les analyses dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées	Les nouvelles analyses éclairent la prise de décisions du gouvernement et le débat public sur les questions de politique énergétique	Le système d'information sur l'énergie du Canada demeure pertinent et collaboratif.
Résultats: Centre d'information sur l'énergie convivial avec des données plus complètes et actuelles. Activité: Création d'un pôle d'information sur l'énergie ; investir dans les données énergétiques.	Résultats: Production de nouvelles analyses/rapports. Activité: Accroître la capacité d'analyse par l'embauche, la formation et l'investissement dans de nouvelles capacités de modélisation.	Résultats: Lieu de prise de décision conjointe ; le centre d'information sur l'énergie et les modèles intègrent des informations FPT complètes. Activité: Lancement d'une table de travail FPT pour renforcer la collaboration, y compris la mise en place de procédures améliorées de partage des données.

Modèle logique

Figure 3 illustre un modèle logique mis à jour qui a été utilisé pour cette évaluation. L'équipe d'évaluation a mis à jour le modèle logique pour l'évaluation à mesure que les activités liées au volet 2 ont été retirées de son mandat.

Figure 3. Modèle logique

Accès aux données et au centre d'information sur l'énergie

1. **Intrants**
Ressources humaines et financières
2. **Activité**
la création d'un centre d'information sur l'énergie ; investir dans les données énergétiques
3. **Résultats**
Un centre d'information sur l'énergie convivial avec des données plus complètes et plus actuelles
4. **Résultats immédiats**
Les utilisateurs d'information sur l'énergie peuvent trouver plus facilement les données dont ils ont besoin pour prendre des décisions
5. **Résultats intermédiaires (C.-à-d. changement cognitif et comportemental)**
Les utilisateurs d'information sur l'énergie (le public, le gouvernement, les universitaires, les groupes de réflexion, l'industrie, les groupes autochtones) :
 - Ont fondé leurs décisions sur des informations plus pertinentes, cohérentes et complètes
 - Ont accru la confiance dans les données énergétiques du gouvernement

6. Résultats ultimes (c.-à-d. changement sociétal)

Lien avec le résultat intermédiaire du modèle logique du PECC, soit « l'utilisation de l'information, des conseils et des points de vue des intervenants par les décideurs à l'appui des initiatives énergétiques qui favorisent la confiance du public et la croissance propre », ce qui mène au résultat ultime du modèle logique du PCCE, soit « l'amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada »

Gouvernance conjointe**1. Intrants**

Ressources humaines et financières

2. Activité

Lancement d'une table de travail FPT pour renforcer la collaboration, y compris l'établissement de procédures améliorées d'échange de données

3. Résultats

Lieu de prise de décision conjointe ; le centre et les modèles d'information sur l'énergie intègrent des renseignements FPT complets

4. Résultats immédiats

Le système d'information sur l'énergie du Canada demeure pertinent et collaboratif

À propos de l'évaluation**Objectif, portée et approche**

L'objectif de l'évaluation était d'examiner la pertinence et l'efficacité du CCIE. La portée couvrait la période de 2018-2019 à 2023-2024 et était axée sur les questions d'évaluation suivantes :

Figure 4. Questions d'évaluation

Pertinence
1. Le CCIE se concentre-t-il sur les besoins et les priorités pertinents dans le contexte changeant de l'environnement opérationnel du programme ?
Efficacité
2. Dans quelle mesure le CCIE a-t-il atteint les résultats immédiats escomptés grâce à ses activités et à ses extrants ? Plus précisément :
Résultats immédiats • Les utilisateurs d'informations de CCIE peuvent plus facilement trouver les données et les analyses dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées. • Le système d'information sur l'énergie du Canada est pertinent et collaboratif.
3. Dans quelle mesure l'atteinte des résultats immédiats a-t-elle facilité l'atteinte des résultats intermédiaires et ultimes ? Résultats intermédiaires • Les utilisateurs d'informations sur l'énergie fondent leurs décisions sur des informations plus pertinentes, cohérentes et complètes. • Les utilisateurs d'informations sur l'énergie ont accru la confiance dans les données énergétiques du gouvernement. Résultats ultimes • Utilisation de l'information, des conseils et des points de vue des parties prenantes par les décideurs à l'appui des initiatives énergétiques qui favorisent la confiance du public et la croissance propre. • Amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada.
4. Dans quelle mesure le CCIE a-t-il été mis en œuvre et livré comme prévu ? 5. Dans quelle mesure le Programme du CCIE a-t-il tenu compte de l'analyse comparative entre les sexes plus/de l'équité, de la diversité et des facteurs d'inclusion ?

Pertinence

6. La stratégie de mesure du rendement du CCIE appuie-t-elle l'efficacité du programme ?
7. Y a-t-il des pratiques exemplaires, des leçons tirées et des améliorations requises en ce qui concerne la conception (processus de planification, gouvernance, système de mesure du rendement) du programme ?

L'approche et la méthodologie utilisées pour l'évaluation ont été suivies de la Politique sur les résultats (2016) du Conseil du Trésor et des Normes d'évaluation connexes. Elles ont également été présentées, examinées et approuvées par le Groupe de travail interministériel sur l'évaluation.

L'évaluation a utilisé les sources de données décrites à la figure 5 pour la collecte et l'analyse des données afin d'aborder les questions de pertinence et d'efficacité. Les données ont été principalement collectées durant la phase de conduite de l'évaluation de l'exercice 2023-2024. L'outil Stat Data Explorer a été lancé au mois de novembre 2023, et l'initiative des données sur l'électricité à haute fréquence a été publiée en février 2024. Les deux ont été lancés dans la période d'évaluation. Toutefois, ces nouvelles mises à jour étaient trop récentes pour être prises en compte dans les rétroactions de l'évaluation par les intervenants.

Figure 5. Sources de données

Examen des documents et de la littérature

Les documents fondamentaux et stratégiques, les dossiers de projet (p. ex. données sur le rendement) et les rapports sur les résultats du programme ont été examinés pour répondre aux questions d'évaluation liées à la pertinence et à l'efficacité.

Entrevues auprès des informateurs clés (n=32)

Les entrevues avec les informateurs clés ont été utilisées pour répondre aux questions d'évaluation relatives à la pertinence (y compris l'évolution des besoins et des priorités des intervenants, ainsi que la pertinence continue de RNCan et de StatCan dans ce secteur) et à l'efficacité (y compris les points de vue sur la conception, l'exécution, la mise en œuvre et la réceptivité du programme aux facteurs de l'EDI, et la mesure dans laquelle le CCIE est en voie d'atteindre les résultats à long terme).

Comparaison internationale

Comparaison de l'approche du Canada à l'égard de la production et de la présentation de renseignements énergétiques avec des initiatives semblables aux États-Unis d'Amérique, dans l'Union européenne, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Limites

L'évaluation a été conçue pour recueillir des données à l'aide de multiples sources de données afin d'améliorer la fiabilité des résultats et la validité des constatations. Les limites suivantes devraient être prises en compte lors de l'examen des constatations de l'évaluation :

- Bien que tous aient été invités, certaines PT ont refusé de participer aux entrevues. Les personnes qui ont choisi de participer aux entrevues comprenaient la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Québec et le Yukon. Cela peut avoir limité l'efficacité de l'évaluation dans la collecte de points de vue représentatifs sur les principaux enjeux et améliorations à apporter aux intervenants non participants. Toutefois, l'examen des documents et les preuves fondées sur l'opinion des membres de l'équipe du programme du CCIE qui ont collaboré avec des représentants des parties pour donner une idée généralisée ou indirecte de leur point de vue.
- Bien que les intervenants autochtones aient été invités à participer au processus d'entrevue, les personnes représentant les collectivités ou les organisations autochtones ont choisi de ne pas être interviewées. L'évaluation s'est donc limitée à des sources d'information secondaires sur la participation des Autochtones plutôt qu'à des récits de première main qui pourraient refléter les voix des Autochtones.
- La documentation fournie ne couvrait pas tous les indicateurs et mesures de rendement conformes aux attentes de l'évaluation ; par conséquent, une partie de l'analyse de l'évaluation a dû s'appuyer sur des indicateurs indirects (p. ex. l'accès au Web comme indicateur de la sensibilisation des intervenants et de l'utilisation du CCIE).
- Bien que StatCan ait mené des sondages auprès des utilisateurs du CCIE, l'évaluation n'a mené aucune recherche sur l'opinion publique pour obtenir les points de vue du grand public canadien. Tous les répondants qui ne participent pas au programme du CCIE ont régulièrement travaillé avec des données et de l'information sur l'énergie dans le cadre de leur profession

ou de leur recherche, et leurs données probantes fondées sur l'opinion ne peuvent pas être généralisées à l'ensemble de la population canadienne.

- Les initiatives de données d'information sur l'énergie examinées dans le rapport international étaient limitées aux pays et aux organismes gouvernementaux recommandés par les personnes interrogées.
- Plus de la moitié des membres de l'équipe du programme du CCIE interrogés ne savaient pas comment la diversité, l'inclusion et l'accessibilité sont prises en compte par le CCIE. Plutôt qu'un commentaire sur le CCIE, cela indique peut-être une connaissance relativement faible de la façon dont les initiatives fédérales doivent montrer l'harmonisation avec les exigences fédérales en matière d'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) et d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI). Cela a limité la capacité de l'évaluation à mettre en évidence les contributions positives du CCIE à l'ACS Plus et à l'EDI tout en limitant la capacité de l'évaluation à cerner les lacunes potentielles.
- Le temps disponible pour évaluer les résultats à long terme du CCIE a été limité compte tenu du portail lancé en 2020. Cela est corroboré par les données probantes de l'évaluation, le nombre de personnes interrogées hésitant à évaluer les progrès par rapport aux résultats passant de 0 % à 42 % à mesure que les résultats testés devenaient plus à long terme et ambitieux à mesure qu'ils s'éloignaient de la sphère d'influence directe du CCIE. Par conséquent, l'équipe d'évaluation s'est assurée que l'évaluation était bien axée sur l'atteinte par les programmes des extrants escomptés et des résultats immédiats. De plus, au-delà du point de vue des intervenants, il existe peu de données disponibles pour évaluer l'atteinte des résultats intermédiaires et ultimes du CCIE. Le CCIE n'a pas élaboré d'indicateurs ni recueilli de données pour suivre la façon dont ses renseignements ont été utilisés après leur publication sur le portail du CCIE.

Pertinence

Le CCIE se concentre-t-il sur les besoins et les priorités pertinents dans le contexte changeant de l'environnement opérationnel du programme ?

L'information sur l'énergie du Canada a été caractérisée comme suit : dispersée et difficile à trouver ; comprenant des lacunes dans l'exhaustivité, l'actualité et la granularité des données énergétiques ; ayant des mesures et des définitions différentes d'une province ou d'un territoire à l'autre, ayant des données qui

peuvent être inaccessibles en raison de la confidentialité et difficiles à naviguer pour les non-experts ; et comprenant des données désuètes étant donné qu'il n'a pas été en mesure de mettre à jour l'information pour refléter l'évolution rapide du secteur de l'énergie.

Il y a des preuves que le CCIE est axé sur les besoins et les priorités pertinents, et que le besoin du CCIE, en particulier pour éclairer la transition énergétique du Canada, s'est accru depuis sa création.

Le CCIE donne accès à des renseignements neutres et fondés sur des données probantes sur l'énergie qui sont essentiels à un dialogue constructif sur l'avenir énergétique du Canada. Les priorités sont déterminées en mobilisant régulièrement les intervenants par des moyens établis. L'équipe du programme du CCIE a dirigé les mobilisations de personnes et d'organisations d'un large éventail d'horizons, de points de vue et d'expertise qui comprennent chaque PT, les organismes sans but lucratif, les organisations autochtones, le milieu universitaire et d'autres ministères et organismes fédéraux. La plupart des personnes interrogées ont reconnu que l'équipe du programme du CCIE a fait un travail important pour inclure les commentaires des intervenants dans le cadre de ses consultations, de ses ateliers et de ses réunions régulières et des conseils du CCE du CCIE.

L'équipe du programme du CCIE a mobilisé et consulté les principaux intervenants au cours de son élaboration et de sa mise en œuvre. Les engagements avec les partenaires FPT, le CCE et d'autres utilisateurs indiquent que le CCIE s'aligne sur les besoins des intervenants et y répond, en prenant des mesures telles que la consolidation des données énergétiques en une seule plateforme, l'intégration des données sur l'emploi de StatCan et la réalisation de progrès vers la normalisation de divers ensembles de données et définitions de l'énergie. Toutefois, les personnes interrogées ont déclaré que les données pourraient être plus granulaires et plus opportunes afin de mieux répondre à leurs besoins.

Harmonisation et réponse aux priorités, aux cadres et aux stratégies du Ministère et du gouvernement

Il y a des preuves que le CCIE s'harmonise avec les priorités, les cadres et les stratégies du Ministère et du gouvernement et y répond. Le CCIE appuie directement les stratégies et les cadres existants du gouvernement fédéral ou s'inscrit dans ceux-ci, notamment :

- *La [Loi sur la statistique](#)* est une mesure législative centrale qui régit le CCIE. La Loi confère à Statistique Canada le pouvoir de recueillir, de compiler, d'analyser, d'extraire et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. Il oblige également StatCan à collaborer avec les ministères du gouvernement à la compilation et à la publication de renseignements statistiques, y compris des statistiques tirées des activités de ces ministères.
- Les résultats du CCIE énoncés dans son modèle logique alimentent directement les résultats du PECC de RNCAN. Le PCCE fournit des conseils stratégiques au ministre des Ressources naturelles, aux hauts fonctionnaires du gouvernement et à d'autres intervenants afin d'éclairer la prise de décisions sur les questions liées à l'énergie et au climat, y compris la voie d'avenir pour le secteur de l'énergie du Canada. Il sert de centre central de la politique énergétique du gouvernement fédéral dans la transition vers une économie des ressources à faibles émissions de carbone, durable, inclusive et concurrentielle. Le PECC fournit également des services en matière de politiques et de mobilisation à RNCAN et à ses partenaires (partenaires FPT et autres ministères) afin d'éclairer la prise de décisions sur les questions liées à l'énergie et au climat, y compris la voie d'accès future pour le secteur de l'énergie du Canada.
- Le CCIE fait partie d'une initiative pancanadienne plus vaste de système d'information qui vise à fournir des renseignements crédibles, impartiaux et complets qui appuient la transition du Canada vers un système énergétique à faibles émissions de carbone. Le CCIE contribue directement au secteur de l'énergie du Canada, car il vise à accroître l'utilisation d'une base de données d'information cohérente entre le gouvernement, les intervenants et l'industrie. Grâce à ces activités, le CCIE appuie également les stratégies de croissance propre et vise à améliorer la compétitivité du secteur de l'énergie, qui sont également décrites dans le Profil d'information sur le rendement du PECC et le [Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques](#).
- Le système de mise en œuvre du partage des données du CCIE s'est appuyé sur les ententes de partage de données (APD) existantes entre les partenaires FPT. En tirant parti des APD existantes dans ses efforts de collaboration avec les PT, le CCIE s'harmonise avec les efforts généraux du gouvernement fédéral pour travailler avec les PT afin d'accélérer les stratégies de croissance propre et d'améliorer la compétitivité du secteur de l'énergie.

Il y a une forte harmonisation entre le CCIE et [la Stratégie de données sur les technologies propres du Canada](#) établie en 2017. Cette stratégie de données fournit les renseignements les plus récents pour mesurer les contributions économiques, environnementales et sociales du secteur des technologies propres au Canada. Les deux initiatives visent à accroître l'accessibilité à un large éventail de renseignements de grande qualité sur les tendances de la transition énergétique et les technologies d'énergie renouvelable. Le CCEI héberge aussi les produits SRDTP, comme le Compte satellite des ressources naturelles de Statistique Canada et le Compte économique des produits environnementaux et de technologies propres.

D'autres ministères interrogés ont déclaré que le programme s'harmonise avec les priorités, les cadres et les stratégies ministériels et gouvernementaux et y répond, et ils ont reconnu avoir été inclus dans les initiatives d'établissement des priorités avec le CCIE. Ils ont déclaré que l'information que le CCIE fournit peut appuyer les initiatives existantes du gouvernement fédéral telles que la stratégie de zéro émission nette, les initiatives d'efficacité énergétique et les initiatives de carburants à faible teneur en carbone. Ce groupe a également noté que le mandat du CCIE sur les données chevauche d'autres initiatives de données gouvernementales existantes, telles que OpenGov (la [Directive sur le gouvernement ouvert](#) et le [Plan d'action national sur le gouvernement ouvert](#) qui détaillent l'engagement du Canada à être plus transparent et responsable).

Le CCIE approfondit également les engagements gouvernementaux existants avec de nombreuses initiatives internationales en matière de données et de rapports, telles que :

- l'établissement de rapports et la surveillance par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie ;
- l'établissement de rapports et le suivi des progrès accomplis dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (ONU) ;
- la Conférence des statisticiens européens de l'ONU; et
- le Groupe d'Oslo sur les statistiques de l'énergie.

Comparaison internationale

L'équipe d'évaluation a effectué une comparaison de cinq initiatives de données énergétiques de la Commission européenne, des États-Unis d'Amérique (É.-U.A.), du Royaume-Uni (R.-U.), de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Les documents

fondateurs du CCIE faisaient référence à l'Agence d'information de l'énergie des États-Unis (Energy Information Agency [EIA]) comme modèle pour le CCIE. La EIA était l'initiative internationale la plus citée en référence qui était semblable à le CCIE. La EIA a été citée par six personnes interrogées comme la norme que le CCIE tente d'atteindre. Une comparaison du mandat et des ressources de la EIA avec le CCIE donne un aperçu du niveau important de ressources nécessaires pour obtenir une plateforme qui dispose de données pertinentes, complètes, cohérentes et opportunes qui sont accessibles et utilisables par le public. Par exemple, bien que la EIA soit en mesure de se concentrer et de se spécialiser dans la production de produits de données énergétiques de haute qualité en temps opportun, le budget quinquennal du CCIE est d'environ 1/10e de la taille du budget 2023/2024 de la EIA des É.-U.A pour une seule année. De plus, contrairement au système énergétique décentralisé du Canada, les É.-U. ont une agence centrale responsable de l'énergie. De plus, la comparaison internationale a révélé que des organismes comparables dans d'autres administrations ont le pouvoir légal de recueillir certaines données sur l'énergie et le climat afin d'assurer l'exhaustivité et la cohérence des données qui peuvent outrepasser l'autorité de la législation canadienne.

Voici d'autres constatations de la comparaison internationale :

- Le Bureau des marchés du gaz et de l'électricité (Office of Gas and Electricity Markets [Ofgem]) du R.-U. disposait du budget le plus important, mais en tant qu'organisme national de réglementation de l'énergie, il est également en mesure de récupérer ses coûts.
- La EIA, le Ofgem et la Commission européenne fournissent des informations sur le sentiment des consommateurs et du public concernant leurs services ou la transition énergétique et la politique climatique.
- Le CCIE est le seul site Web ou portail Web des personnes analysées qui fournit des renseignements détaillés sur le sexe, le statut et les minorités visibles liés à l'emploi dans le secteur de l'énergie. Aucune autre initiative n'a de données détaillées sur l'ACS Plus disponibles sur le site Web.
- La EIA et le Ofgem fournissent des pages différentes pour différents publics. Cela comprend, par exemple, les ressources d'apprentissage EIE pour les enfants pour encourager l'alphabétisation précoce.

Les É.-U.A, le R.-U., l'Australie et la Commission européenne ont tous une législation qui exige la divulgation obligatoire de différents types de données et d'informations énergétiques.

Accès à des données énergétiques de qualité en l'absence du CCIE

Le CCIE regroupe l'information sur l'énergie en reliant les données et les sources d'information sur l'énergie dans son portail en ligne afin que l'information soit accessible plus facilement. Cette centralisation des données énergétiques rend l'accès à l'information existante plus facile et plus pratique. Le CCIE facilite la recherche de l'information en fournissant des termes de recherche plus cohérents et en réduisant la portée de la recherche dans le portail unique. Les données probantes tirées de documents internes et d'entrevues donnent à penser que le CCIE dispose de renseignements utiles sur l'énergie. Toutefois, il existe des lacunes dans les fonctionnalités et les données, et les utilisateurs compensent souvent ces lacunes en accédant à d'autres sites Web et bases de données à l'intérieur et à l'extérieur des ressources du gouvernement du Canada. Les consommateurs d'énergie sont toujours en mesure d'accéder à l'information car ils connaissent bien les données et les statistiques de base. Aucune des personnes interrogées n'a indiqué que le CCIE était leur principale source d'information sur l'énergie.

Il est important de noter qu'il n'y a pas d'autre source d'information sur l'énergie canadienne qui tente de centraliser l'information canadienne sur l'énergie dans un portail.

Efficacité – Résultats

Dans quelle mesure le CCIE a-t-il atteint les résultats immédiats escomptés grâce à ses activités et à ses extrants ?

Résultat immédiat : Les utilisateurs de l'information sur l'énergie du CCIE peuvent trouver plus facilement les données et les analyses dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées.

Lorsque l'on discute des utilisateurs du CCIE, il est essentiel de faire la distinction entre le grand public et les « utilisateurs avancés » (c.-à-d. les professionnels des données énergétiques et ceux qui sont les plus susceptibles d'utiliser l'information sur l'énergie de façon fréquente et avancée). Selon les données probantes tirées des entrevues, le CCIE dispose de renseignements pertinents, plus complets et plus cohérents pour le grand public que ceux qui étaient disponibles au cours de la période précédant la mise en œuvre du CCIE. Il existe des preuves, appuyées par l'examen des documents de programme par l'évaluation, que le portail du CCIE a

amélioré l'accès aux données sur l'énergie en regroupant environ 1000 sources gouvernementales et non gouvernementales en un seul portail. [Note de bas de](#)

[page1](#) Cependant, il est difficile de déterminer si cet accès amélioré a mené à un plus grand soutien pour des décisions éclairées. Les intervenants interrogés dans le cadre de l'évaluation ont déclaré qu'ils avaient peut-être observé une faible connaissance du CCIE et qu'ils ne l'avaient généralement pas vu mentionné dans le discours plus large sur l'énergie.

Les utilisateurs du portail qui ont participé à l'évaluation ont indiqué que le CCIE ne leur fournit pas de renseignements et de données de meilleure qualité en termes d'exhaustivité, d'actualité, de pertinence et de cohérence par rapport à ce à quoi ils avaient accès auparavant. Bien que le portail du CCIE centralise les données, il ne répond pas aux problèmes existants du système d'information sur l'énergie du Canada liés à la suppression des données (limites, y compris la protection de la vie privée liées à la *Loi sur la statistique*) à la cohérence et à l'actualité des publications de données que les utilisateurs avancés ont soulevés.

On a demandé aux personnes interrogées d'évaluer les progrès réalisés à l'égard des résultats du CCIE sur une échelle de zéro à sept points, de très faible à très élevé (voir les réponses détaillées à l'annexe A). En ce qui concerne les résultats immédiats liés à la capacité des utilisateurs du CCIE de trouver plus facilement de l'information sur l'énergie, 81 % des personnes interrogées ont évalué les progrès comme acceptables à très élevés, ce qui indique des progrès vers l'atteinte du résultat.

Résultat immédiat : Le système d'information sur l'énergie du Canada est pertinent et collaboratif.

Les entrevues et les commentaires des intervenants découlant des examens internes ont révélé que le CCIE a amélioré l'accès à l'information sur l'énergie parce qu'il a regroupé les données sur l'énergie provenant de diverses sources dans sa plateforme ; cependant, il y a encore place à l'amélioration pour les utilisateurs avancés. Compte tenu de l'importance actuelle des changements climatiques dans le dialogue national et de l'importance de comprendre le rôle de la consommation d'énergie dans la production d'émissions de gaz à effet de serre et de changements climatiques, ainsi que sur la prise de décisions plus larges dans le secteur de l'énergie, le rôle du CCIE est considéré comme très important par tous les groupes d'intervenants interrogés.

Le CCIE a réussi à rassembler des données provenant de différentes sources dans un seul portail. Les données et l'information fournies par le CCIE sont

généralement considérées comme bonnes par les personnes interrogées et les commentaires des intervenants externes qui ont été extraits grâce à l'analyse des documents de l'évaluation. Cependant, comme l'ont confirmé les entrevues, la documentation indique que les lacunes en matière de données qui existaient avant le CCIE existent toujours, et que les utilisateurs avancés savent déjà où trouver les données énergétiques dont ils ont besoin.

Tel que mentionné précédemment, le CCIE a offert de nombreuses occasions d'engagement FPT, comme son comité FPT, ainsi que divers autres engagements bilatéraux, ateliers, groupes de travail et sondages auprès des utilisateurs. Il y a des preuves que ces engagements ont contribué à la pertinence et à la collaboration du système énergétique du Canada, car ils ont mené à la coordination des publications et des produits énergétiques, des données FPT intégrées et des ententes intergouvernementales. Toutefois, d'autres ministères, comme la REC, croient qu'ils pourraient jouer un rôle plus stratégique dans l'établissement des priorités du CCIE et établir une relation plus proactive avec le CCIE. De plus, les personnes interrogées dans les PT et les autres ministères ont déclaré que la collaboration avec le CCIE peut être lente, mais que le processus est positif dans l'ensemble.

Le CCIE tire également parti des APD et de la législation existantes pour maximiser le partage d'informations entre les gouvernements à tous les niveaux. L'engagement continu avec ces organismes fait également partie de leur plan d'amélioration itérative au fil du temps.

En ce qui concerne le résultat immédiat lié à la pertinence et à la collaboration du CCIE, 73 % des personnes interrogées ont indiqué que les progrès étaient acceptables à très élevés, ce qui indique des progrès vers l'atteinte du résultat.

Dans quelle mesure l'atteinte des résultats immédiats a-t-elle facilité l'atteinte des résultats intermédiaires et ultimes ?

Résultat intermédiaire : Les utilisateurs de l'information sur l'énergie fondent leurs décisions sur des renseignements plus pertinents, cohérents et complets.

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure le CCIE a contribué à ce résultat, car il y a un manque de données probantes sur la façon dont les utilisateurs utilisent l'information du CCIE. Mis à part les mesures Web de l'accès des utilisateurs aux données et à l'information énergétiques publiées, le CCIE ne

dispose pas d'indicateurs ou de mesures pour suivre continuellement la façon dont l'information est utilisée ou citée après la publication.

Les personnes interrogées ont généralement convenu que les données consolidées ont facilité la recherche de données sur l'énergie dans une seule plateforme. Toutefois, il n'est pas clair si le grand public utilise l'information fournie par le CCIE pour éclairer les décisions. L'évaluation n'a mené aucune recherche sur l'opinion publique pour combler cette lacune en matière d'information. De plus, aucun des utilisateurs d'électricité interrogés n'a indiqué que le CCIE était sa principale source d'information. Ils préféraient souvent se rendre directement à des sources comme les tableaux de données de StatCan ou les sites Web de RNCan pour recueillir de l'information plutôt que par l'entremise du lien correspondant dans le portail du CCIE. De cette façon, les utilisateurs courants ont généralement continué à s'appuyer sur leurs méthodes précédemment établies pour la collecte de données.

Des documents internes ont révélé que l'équipe du programme du CCIE a organisé un atelier qui a recueilli les commentaires du grand public et des utilisateurs de puissance. Pour les utilisateurs de puissance, les documents internes indiquent que l'un des principaux objectifs de l'utilisateur pour accéder au CCIE est de recueillir des informations sur l'énergie pour éclairer la recherche, l'élaboration de politiques et la modélisation. Bien que le grand public n'ait généralement aucune raison précise d'utiliser le CCIE, certains ont indiqué que la recherche et les intérêts généraux étaient des fins d'utilisation du CCIE.

Parmi les personnes interrogées à qui on a demandé de donner une note sur les progrès du CCIE en ce qui concerne « Les utilisateurs d'information sur l'énergie fondent leurs décisions sur des renseignements plus pertinents, cohérents et complets », 69 % des personnes interrogées ont indiqué que les progrès étaient acceptables à très élevés. Ces résultats donnent à penser que la plupart des personnes interrogées croient que le CCIE a progressé vers l'atteinte de ce résultat.

Les utilisateurs de l'information sur l'énergie ont accru leur confiance dans les données du gouvernement sur l'énergie.

Les personnes interrogées faisaient confiance au CCIE en raison d'une perception commune que le CCIE est une entité de StatCan. Le CCIE bénéficie de la réputation de StatCan d'être une source fiable de données. Le CCIE accroît également la confiance en assurant la transparence des divergences de données et des méthodologies.

Les personnes interrogées ont déclaré qu'en tant qu'utilisateurs de puissance, ils font généralement confiance aux données du CCIE. Cependant, pour le grand public, il y a une tendance plus large de méfiance à l'égard des grandes institutions telles que le gouvernement et les détenteurs de données gouvernementales. Le CCIE n'est pas à l'abri de ces tendances, car le public compte souvent sur d'autres sources d'information à l'extérieur du gouvernement et du CCIE comme base de décision. De nombreuses personnes interrogées ont déclaré que des données incohérentes entre les différentes sources et des données supprimées pourraient avoir une incidence négative sur la confiance du grand public dans l'information du CCIE.

Parmi les personnes interrogées à qui on a demandé de donner une note sur les progrès du CCIE en ce qui concerne « Les utilisateurs d'information sur l'énergie ont accru la confiance dans les données du gouvernement », 65 % des personnes interrogées ont indiqué que les progrès étaient acceptables à très élevés. Toutefois, en l'absence de données disponibles, un pourcentage relativement élevé de personnes interrogées (31 %) étaient réticentes à quantifier une cote. L'exclusion de ces résultats donne à penser que la plupart des personnes interrogées croient que le CCIE a progressé vers l'atteinte de ce résultat.

Résultat ultime : « l'utilisation de l'information, des conseils et des points de vue des intervenants par les décideurs à l'appui des initiatives énergétiques qui favorisent la confiance du public et la croissance propre ».

Il est trop tôt pour évaluer le rendement du CCIE par rapport à son résultat ultime. Toutefois, il y a d'importantes limites dans les paramètres de rendement du CCIE liées à ce résultat. Bien qu'il soit difficile de mesurer la mesure dans laquelle l'information est utilisée pour éclairer les décisions, aucune information n'a été fournie par le système de mesure du rendement du CCIE qui pourrait être utilisée pour mesurer ce résultat. Les personnes interrogées ont convenu que le CCIE dispose de renseignements qui peuvent appuyer les initiatives énergétiques, mais il n'est pas clair si l'information est utilisée pour éclairer les décisions réelles qui peuvent être documentées. Bien que certains aient indiqué qu'en théorie, le modèle logique du programme (y compris ses résultats ultimes) était généralement solide, la plupart des personnes interrogées n'ont fourni aucune preuve que l'information liée au CCIE appuyait des initiatives énergétiques qui favorisent la confiance du public et la croissance propre.

Parmi les personnes interrogées à qui on a demandé de donner une note sur les progrès du CCIE en ce qui concerne « l'utilisation de l'information, des conseils et des points de vue des intervenants par les décideurs », 50 % des personnes

interrogées ont évalué les progrès comme étant acceptables à très élevés. Toutefois, en l'absence de données disponibles, un pourcentage relativement élevé de personnes interrogées (42 %) étaient réticentes à quantifier une cote. Si l'on exclut ces personnes interrogées, le nombre total de réponses positives augmente le nombre total de réponses positives à 87 %. Ces résultats donnent à penser que la plupart des personnes interrogées croient que le CCIE a progressé vers l'atteinte de ce résultat.

Résultat ultime : « amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada »

Il est trop tôt pour évaluer le rendement du CCIE par rapport à son résultat ultime, soit l'amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada. Il est important de reconnaître que le CCIE n'a été lancé qu'en 2020, de ce fait, le CCIE n'a peut-être pas eu assez de temps pour mûrir en tant que programme pour atteindre ses objectifs à long terme. Les personnes interrogées ont indiqué que le résultat final est une cible ambitieuse et que la création de changements positifs dans l'ensemble du système canadien de données statistiques sur l'énergie est une entreprise à long terme.

Certaines personnes interrogées du CCIE ont fait part de leur perception que l'information sur le CCIE n'est pas au niveau requis pour que les utilisateurs avancés l'utilisent dans leur travail, car une grande partie de l'information n'est pas suffisamment opportune et désagrégée pour répondre à leurs besoins, et n'est pas dans le format requis par les utilisateurs comme les organismes de réglementation. À l'inverse, plusieurs des membres de l'équipe élargie du programme du CCIE ont partagé l'opinion que l'information du CCIE pourrait contribuer à ce résultat final. Toutefois, les données de l'évaluation visant à déterminer si l'information provenant du CCIE a contribué aux décisions sur la durabilité et la compétitivité au Canada n'étaient pas disponibles.

Plusieurs répondants PT ont partagé leur perception que le CCIE a fait des progrès vers l'atteinte de ce résultat ; toutefois, ils ont laissé entendre qu'il y a encore place à l'amélioration en vue d'accroître la granularité des données (par exemple, en fournissant des données sous-régionales ou municipales) et d'améliorer la rapidité des publications de données (par exemple, en fournissant des rapports sur la demande quotidienne ou horaire d'électricité qui ne sont actuellement pas produites par les provinces ou leurs services publics au Canada). L'évaluation a révélé que le CCEI a fait quelques progrès en ce qui concerne la fourniture de données énergétiques en temps quasi réel, par exemple le lancement des données

sur l'électricité à haute fréquence : Outil de visualisation (bêta) en février 2024, qui offre des données sur l'électricité pour neuf provinces et un territoire. Toutefois, au moment de la collecte de données, cet outil n'avait pas encore été largement utilisé ou évalué par les personnes interrogées.

Parmi les personnes interrogées à qui on a demandé de donner une note sur les progrès du CCIE en matière « d'amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada », seulement 42 % des personnes interrogées ont donné une cote entre acceptable et très élevée. Toutefois, un pourcentage relativement élevé de personnes interrogées (42 %) étaient réticentes à quantifier une cote. Si l'on exclut ces personnes interrogées, le nombre total de réponses positives augmente le nombre total de réponses positives à 73 %. Ces résultats donnent à penser que la plupart des personnes interrogées croient que le CCIE a progressé vers l'atteinte de ce résultat.

Efficacité – Conception et exécution

Dans quelle mesure le CCIE a-t-il été mis en œuvre et livré comme prévu ?

Selon les personnes interrogées, quatre aspects de la conception et de l'exécution du CCIE ont été mis en œuvre comme prévu :

- **Mobilisation** – Malgré la quantité importante d'engagement requis et le petit nombre d'employés, les intervenants externes ont considéré les engagements auxquels ils ont participé comme positifs, car leurs besoins ont été discutés et les plans de travail approuvés par toutes les parties.
- **CCE** – la CCE a été mise en place efficacement comme prévu et a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du CCIE. On compte sur eux pour fournir leur expertise en matière de données et d'informations énergétiques qui éclairent directement les activités et les produits de données du CCIE.
- **Portail du CCIE et consolidation des données** – Les membres de l'équipe du programme du CCIE ont déclaré que le CCIE a établi des liens avec environ 1000 sources gouvernementales et non gouvernementales et a fait des progrès importants pour être un guichet unique pour l'information sur l'énergie. CCIE est également devenu l'une des premières sources de données énergétiques du gouvernement à passer au cloud. En plus d'offrir un accès accru aux données sur l'énergie, le CCIE donne accès à des outils

interactifs et à des graphiques de données. De plus, les membres de l'équipe de programme du CCIE ont travaillé pour s'assurer que le portail respecte les normes d'accessibilité et de langues officielles établies par le gouvernement du Canada. Le personnel du programme et les autres ministères interrogés croient que le CCIE a tiré efficacement parti des ressources existantes pour élaborer un portail de manière rentable.

- **Rôles de RNCan et de StatCan** – Toutes les personnes interrogées ont déclaré que RNCan et StatCan jouent un rôle approprié dans l'exécution du CCIE. On fait confiance à StatCan et l'agence joue efficacement le rôle de plaque tournante opérationnelle du CCIE.

Il y avait trois domaines difficiles dans la mise en œuvre et l'exécution du CCIE :

- **Structure de gouvernance ayant une incidence sur la rapidité d'exécution** – La structure de gouvernance a été qualifiée comme étant « exigeante en ressources » et « lourde » au niveau des cadres. Les membres de l'équipe du programme ont formulé des commentaires sur les rencontres fréquentes au niveau supérieur qui étaient difficiles à planifier. Un membre de l'équipe du programme interrogé a indiqué que les rencontres au niveau de la haute direction étaient utiles au début, mais que ces réunions de haut niveau n'ont peut-être pas besoin d'être aussi fréquentes compte tenu que le programme mûrit. Le passage à des consultations virtuelles pendant la pandémie de COVID-19 et les interruptions des réunions à l'échelle nationale ont fait en sorte que l'évaluation a été limitée dans l'évaluation de la fréquence et de la pertinence des réunions liées à la structure de gouvernance, en particulier celles entourant le CCE et le comité FPT. Les membres de l'équipe du programme ont également fait remarquer que la rétroaction de haut niveau des PT qui pourrait être appliquée utilement à un niveau opérationnel n'était généralement pas communiquée lors des réunions FPT.
- **Limites de l'infrastructure de la technologie de l'information (TI)** – L'infrastructure de TI initiale de StatCan en place avant le CCIE a dû être développée davantage pour héberger les fonctionnalités de TI requises pour le mandat du CCIE. L'élaboration et la mise en œuvre d'outils pour le portail, comme le tableau de bord et d'autres outils qui nécessitent des soutiens informatiques spécifiques, ont nécessité plus de temps et d'argent que prévu à l'origine, et les développements n'ont pas toujours été « fluides ». Les membres de l'équipe du CCIE ont été en mesure de combler les lacunes fondamentales en matière de TI, mais cela a entraîné des retards inattendus

dans les progrès qui étaient généralement hors du contrôle du CCIE.

L'évaluation n'a pas permis d'évaluer pleinement les progrès réalisés dans la résolution des problèmes systémiques généraux de StatCan concernant la pertinence du soutien de la TI. Toutefois, les personnes interrogées étaient généralement positives quant à l'influence que le CCIE avait sur la culture organisationnelle de StatCan, indiquant que peut-être certains des problèmes de TI, mais pas tous, avaient été résolus.

- **Intégration des données externes, visualisation et normalisation des données** – L'intégration des données de l'ensemble des administrations et des organisations dans le portail s'est avérée plus difficile et plus longue que prévu à l'origine. Cela est attribuable non seulement à la complexité de la tâche, mais aussi à la complexité de la situation des données énergétiques dans l'ensemble du Canada et à la difficulté d'équilibrer le volume et le large éventail de priorités au sein du programme.

Les facteurs internes qui ont influé de façon significative sur le CCIE sont les suivants :

- **Version bêta du portail CCIE** – Le pivot initial vers le lancement d'une version bêta du CCIE (plutôt qu'un portail entièrement formé) a eu un impact positif sur les progrès du CCIE.
- **Structure de gouvernance** – Comme il a été mentionné précédemment, la structure de gouvernance a été perçue comme étant lourde et exigeante en ressources, principalement au cours des dernières étapes de la mise en œuvre du CCIE. Les personnes interrogées ont déclaré que même si la gouvernance de haut niveau était bénéfique aux premières étapes de l'établissement des priorités et des engagements du CCIE ; l'organisation et l'information de ces divers intervenants de haut niveau ont nécessité un nombre important de ressources qui pourraient être utilisées pour appuyer d'autres travaux opérationnels qui ont pris de l'ampleur à mesure que le CCIE mûrissait. La rétroaction des partenaires PT avait tendance à être minime et n'était pas éclairée par les connaissances opérationnelles nécessaires concernant les méthodologies et les définitions des données.
- **Tirer parti des ressources existantes et compter sur la bonne volonté des intervenants** – (p. ex. pour fournir une rétroaction utile dans le cadre du processus du Comité FPT, et sans aucun financement de participation fourni par le CCIE). Dans l'ensemble, cela a eu une incidence positive sur le CCIE à court terme, car il a maintenu des coûts de programme relativement faibles.

- **Contraintes en matière de ressources** – Dans l'ensemble, presque toutes les personnes interrogées dans l'ensemble des groupes d'intervenants étaient d'opinion que l'objectif du CCIE était trop ambitieux pour le niveau de ressources que le programme a reçues. Les membres de l'équipe du programme du CCIE ont déclaré qu'ils ont souvent du mal à trouver un équilibre entre l'examen des priorités en fonction de ce qui devrait être fait pour répondre aux besoins des intervenants et de ce qui peut être fait en fonction des ressources existantes, compte tenu de l'aspect pratique et des contraintes de faisabilité.
- **Gestion du changement et roulement de l'équipe** – Il y a eu des changements clés en matière de dotation, principalement au sein de StatCan, et le roulement du personnel s'est produit à divers moments de la mise en œuvre du CCIE. Le roulement du nombre de membres de l'équipe a entraîné une certaine confusion quant aux points de contact au sein du programme du CCIE à StatCan, ce qui a eu une incidence négative sur la coordination des efforts. Le programme du CCIE a par la suite été intégré au PSE de StatCan (par une décision opérationnelle, sans lien avec les problèmes de dotation). Cette transition a été perçue comme un changement positif.

Les facteurs externes qui ont influé de façon significative sur le CCIE sont les suivants :

- **Pandémie mondiale** – La pandémie de COVID et sa réponse se sont produites au milieu de la mise en œuvre du CCIE. Ses opérations ont cessé du jour au lendemain et la réponse à la pandémie a été priorisée. Cela a retardé le lancement du CCIE d'environ quatre à six mois. Le lancement était initialement prévu pour le printemps ou l'été 2020, mais a eu lieu en octobre 2020.
- **Suppression des données** – StatCan utilise habituellement des techniques de suppression pour protéger les renseignements statistiques de nature délicate. Ces techniques consistent à supprimer (et non à afficher) des points de données qui peuvent révéler directement ou indirectement des informations potentiellement sensibles sur un répondant. Cette suppression des données a eu une incidence sur l'exhaustivité et l'actualité des données.
- **Autres sources gouvernementales de données et d'information sur l'énergie** – Les autres ministères, le CCIE et les répondants PT ont déclaré qu'ils connaissent le CCIE et qu'ils ont utilisé le portail pour chercher de l'information. Toutefois, les personnes interrogées dans les autres

ministères, les PT et le CCIE se fient généralement à d'autres sources de données sur l'énergie pour effectuer et publier leurs propres recherches et analyses.

- **L'évolution rapide de la nature de la transition énergétique et de ses besoins en données** – En plus de la nécessité de fournir de l'information à divers groupes d'intervenants (p. ex. le grand public et les utilisateurs d'électricité), la complexité du paysage des données énergétiques et du secteur de l'énergie au Canada a eu une incidence sur le CCIE en créant un environnement dans lequel il est difficile pour le CCIE de suivre le rythme de l'évolution rapide du paysage du secteur de l'énergie au Canada. Les personnes interrogées ont mentionné, par exemple, la croissance et l'évolution rapides du secteur de l'hydrogène. Les données actuelles ne reflètent pas toutes les sources et les méthodes de production et les utilisations finales de l'hydrogène. Les personnes interrogées ont également mentionné le développement de l'intelligence artificielle qui présente des occasions de « gratter » des données provenant d'autres sources, mais qui crée également des problèmes potentiels liés à la protection de la vie privée et à l'exactitude des données.

Dans quelle mesure le Programme du CCIE a-t-il tenu compte des facteurs d'ACS Plus/EDI ?

Les documents examinés par l'évaluation ont démontré que le CCIE a tenu compte des facteurs liés à l'EDI. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne une perspective autochtone sur les données, avec des efforts qui comprenaient : la présence d'un membre autochtone au CCE, la collaboration du CCIE avec la REC sur les projets autochtones, la collaboration avec le Centre de la statistique et des partenariats autochtones de StatCan et son Initiative de développement des capacités statistiques autochtones. Près de la moitié de l'équipe de programme interrogée et la majorité des autres groupes de personnes interrogées ont mentionné l'importance de travailler avec les partenaires et les communautés autochtones, ce qui pourrait indiquer un plus grand succès à l'échelle fédérale dans la sensibilisation à la question. La sensibilisation de l'équipe du programme à d'autres questions liées à l'ACS Plus et à l'EDI était généralement faible.

Le CCIE a également suivi une approche pancanadienne pour mobiliser toutes PT dans le cadre de la Conférence des ministres de l'Énergie et des Mines. Des organisations non gouvernementales indépendantes telles que des groupes

environnementaux, des consultants du secteur privé, des groupes de réflexion et des instituts universitaires ont également été consultés en vue d'améliorer l'accès aux données à l'appui de la transition énergétique.

La comparaison internationale a révélé des différences dans la nature de l'information sur l'énergie déclarée pour répondre aux besoins des intervenants. Par exemple, contrairement au CCIE, la EIA, le Ofgem et la Commission européenne ont fourni des informations sur le sentiment des consommateurs et du public concernant leurs services et la transition énergétique et la politique climatique. La EIA et le Ofgem fournissent également des pages différentes pour différents publics. Toutefois, le CCIE est le seul portail Web ou site Web des personnes analysées qui fournit des renseignements détaillés sur le sexe, le statut et les minorités visibles liés à l'emploi dans le secteur de l'énergie. Aucune autre organisation examinée n'a de données détaillées en matière d'ACS Plus disponibles sur le site Web.

Tous les documents examinés dans le cadre de l'évaluation qui se trouvaient sur le portail du CCIE ou sur les divers sites Web de StatCan étaient disponibles dans les deux langues officielles du Canada, le français et l'anglais. Les personnes interrogées ont déclaré que le CCIE était conforme aux lignes directrices du gouvernement du Canada en matière d'accessibilité et que des processus étaient en place pour s'assurer que les données et l'information étaient accessibles. Il y a des preuves dans les documents que le CCIE s'est engagé avec les concepteurs d'UX (leur rôle est de rendre un produit ou un service utilisable, agréable et accessible) pour s'assurer que le portail répond continuellement aux besoins de ses utilisateurs.

Certains intervenants étaient assez convaincus que, puisque tous les humains sont des consommateurs d'énergie, la nécessité pour un programme comme le CCIE de tenir compte de divers facteurs liés à l'EDI est peu pertinente. L'évaluation a permis de constater que, compte tenu de l'importance des dimensions de l'abordabilité dans le discours plus large sur l'énergie et de la diversité des systèmes énergétiques au Canada, y compris les besoins et les défis uniques de l'accès à l'énergie dans les régions nordiques et éloignées du Canada, il est possible de recueillir davantage de données pertinentes sur l'EDI. Ces données supplémentaires peuvent avoir un potentiel important pour fournir des réponses aux questions sur la question de savoir si l'accès à l'emploi dans le secteur de l'énergie et d'autres avantages sont conférés équitablement.

Le modèle des ressources humaines des comptes satellites de RNCan et de StatCan a été mentionné comme une source de données sur l'EDI et l'accessibilité.

À l'exception d'une personne interrogée qui a mentionné son travail sur les initiatives Parité d'ici 30 visant à accélérer l'égalité des genres et la diversité dans l'énergie propre, aucune des personnes interrogées n'a expliqué comment ou pourquoi il était important d'avoir des données sur l'EDI ou l'ACS Plus. Ils ont plutôt renvoyé la question principalement à la production de statistiques sur le travail (selon le sexe ou le statut d'Autochtone ou de non-Autochtone).

Les membres du CCE ont déclaré qu'ils faisaient partie d'un comité efficace et diversifié, et la présence d'un membre autochtone a été citée comme preuve que diverses voix sont représentées au comité.

La stratégie de mesure du rendement du CCIE appuie-t-elle l'efficacité du programme ?

Les personnes interrogées étaient positives quant à la valeur des progrès réalisés par le CCIE en matière de surveillance pour répondre aux besoins d'information de la direction. Cela s'est produit principalement dans le contexte des sondages de StatCan auprès des utilisateurs du CCIE afin d'obtenir des commentaires qui ont été utilisés pour améliorer l'expérience utilisateur et la fonctionnalité du portail. Des données ont également été recueillies sous forme de rapports d'analyse Web. Les mesures Web du portail aident à montrer que de plus en plus d'utilisateurs accèdent au CCIE, avec une croissance d'environ 50% des pages vues d'une année sur l'autre depuis sa création. Cette mesure est une mesure indirecte de la sensibilisation des intervenants, mais elle ne peut pas montrer comment le CCIE contribue à ses résultats, comme démontrer que l'information est utilisée pour éclairer les décisions.

Une analyse du modèle logique du programme, rédigé par RNCAN dans le cadre de la conception initiale de son programme, qui a ensuite été mis à jour pour la présente évaluation, montre que les mesures des résultats de la vaste gamme d'activités du PECC de RNCAN (programme « parent » de RNCAN), tirées du Profil de l'information sur le rendement, ne semblent pas représenter efficacement ce qui pourrait être nécessaire pour que le CCIE améliore son efficacité. Étant donné que le Programme des PECC exerce une fonction stratégique de soutien principalement interne au sein de RNCAN, il y a peu d'information sur le rendement recueillie pour le profil d'information sur le rendement qui peut être liée ou directement attribuée à le CCIE.

Les indicateurs qui ont été sélectionnés par le CCIE pour la production de rapports correspondent aux extrants (et non aux résultats) et sont conformes au rôle de StatCan en tant que fournisseur de données et d'information. Par conséquent, la plupart des résultats examinés dans le cadre de l'évaluation ne comportaient aucun document à l'appui : par exemple, il n'y avait aucun document décrivant les cas où le CCIE avait été utilisé dans la prise de décisions, et le programme n'avait aucun moyen de mesurer ou de recueillir de l'information sur la mesure dans laquelle les Canadiens avaient « confiance » au CCIE.

L'équipe du programme du CCEI, en consultation avec les partenaires FPT, a pris des mesures pour déterminer les priorités liées à la qualité des données et aux lacunes dans les données. Les plans de travail annuels définissent des produits livrables et des objectifs de projet précis qui doivent être surveillés au niveau du programme. La plupart des données sur les indicateurs examinées dans le cadre de l'évaluation font référence à des éléments qui figurent dans les plans annuels ; toutefois, l'évaluation n'a pas été en mesure de vérifier ou d'analyser de façon uniforme les extrants atteints par rapport aux plans annuels en raison de l'absence d'un système de suivi officiel ou centralisé. Certains des résultats, des objectifs et des résultats du CCIE pourraient être mieux mesurés et communiqués plus efficacement. Il est probable que StatCan et RNCAN seraient tenus de mener des consultations concertées sur les mises à jour des indicateurs de rendement du CCIE, compte tenu du rôle de RNCAN dans la demande de l'affectation initiale des fonds et du rôle de StatCan en tant que principal fournisseur de données.

Lorsque l'élaboration du CCIE a été lancée par RNCAN et StatCan, elle a commencé avec un statut de projet spécial dans StatCan. StatCan a documenté une vaste série de leçons apprises dans son rapport de clôture de projet spécial de document interne uniquement lorsque le CCIE a été intégré au fonctionnement du PSE en 2022. Ce rapport de clôture a été rédigé par StatCan pour se conformer à l'étape obligatoire de la déclaration des leçons apprises (clôture) dans le cadre du processus du Cadre ministériel de gestion de projet de StatCan. Le rapport de clôture du projet spécial de 2022 a souligné les défis liés à la création de plans de travail pour les travaux de technologie de l'information nécessaires au lancement du CCIE. Il n'y avait pas de suivi des produits livrables de la TI par rapport au plan de travail, en raison de l'absence d'un système de suivi normalisé à l'échelle de l'organisme pour les projets de TI. Selon le rapport, cela indique l'hypothèse qu'il existe des lacunes dans la mesure du rendement et les indicateurs de rendement dans les projets où des ressources de TI importantes sont nécessaires. L'évaluation n'a pas permis d'évaluer les progrès de StatCan à l'égard de la

réponse et du plan d'action de la direction découlant du rapport de clôture du projet spécial du CCIE.

En ce qui concerne l'information sur le rendement, le CCIE n'optimise peut-être pas les possibilités de démontrer pourquoi ses efforts d'amélioration continue sont importants dans des domaines comme le leadership fédéral en matière de données énergétiques et l'harmonisation des données. Un régime de mesure du rendement renforcé pourrait également donner au CCIE l'occasion de tirer des leçons des exemples de ses relations fructueuses avec les intervenants. Étant donné que les programmes statistiques de l'énergie sont relativement nouveaux pour StatCan par rapport à ses activités de recensement législatif, il est essentiel que le CCIE continue d'illustrer sa valeur à l'approche de la période de 2030 à 2050 pour démontrer les progrès réalisés à l'égard des objectifs climatiques du Canada.

Leçons apprises

Y a-t-il des données sur les pratiques exemplaires et l'harmonisation des données, des leçons apprises et des améliorations requises en ce qui concerne la conception (processus de planification, gouvernance, système de mesure du rendement) du programme ?

La documentation du programme et les entrevues ont permis de cerner les leçons apprises. Les données probantes de l'évaluation n'indiquaient pas la nécessité d'un autre modèle de prestation ou de conceptions de rechange pour le CCIE. Il suggère plutôt des moyens généraux d'améliorer les produits et les processus existants du CCIE. De nombreux intervenants ont convenu qu'il n'était pas nécessaire que le CCIE « réinvente la roue » ou recommence. Le concept d'un « guichet unique » à l'échelle nationale a été perçu comme un bon moyen de travailler à une plus grande exhaustivité et cohérence dans le système plus vaste de données sur l'énergie du Canada.

Le rapport de clôture du projet spécial a formulé environ 15 recommandations d'amélioration, dans les domaines suivants : « mobilisation, groupes de travail, consultations et sensibilisation » « la communication et la gestion du changement organisationnel » « technologie de l'information » « gestion d'équipe, communication et gestion organisationnelle » « la gestion des résultats du projet » « gestion de la portée » et « gestion des coûts ». Le rapport montre que StatCan a été proactif dans sa planification de son avenir. Les éléments individuels comprenaient des considérations telles que la modification du rôle du CCE ; offrir

de plus petites réunions bilatérales ou régionales avec plus d'espace pour que les partenaires partagent leurs points de vue et leurs commentaires ; la création d'une voie pour d'autres centres de données ; l'élaboration de feuilles de route en matière de TI pour les principaux produits livrables ; l'élaboration d'approches plus horizontales ; l'amélioration de l'intégration des données des partenaires FPT (c.-à-d. RNCAN, CER, ECCC et les partenaires provinciaux et territoriaux), des services publics et d'autres intervenants ; et le développement d'outils de données interactifs pour des fonctionnalités avancées. L'évaluation n'a pas permis de suivre les progrès réalisés par le CCIE à l'égard des recommandations du rapport de clôture. Les recommandations de l'évaluation sont appuyées par certains des enseignements mentionnés dans le rapport, et on s'attend à ce que RNCAN et StatCAN soient en mesure de tirer parti des leçons apprises et des pratiques exemplaires qui ont déjà été documentées.

Les améliorations possibles du CCIE suggérées variaient selon le groupe de personnes interrogées. Aucune forte convergence n'a été notée sur les thèmes, à l'exception des déclarations générales selon lesquelles, avec plus de ressources financières, le CCIE pourrait peut-être améliorer ou accélérer ses efforts. Les personnes interrogées étaient généralement positives quant à ce que le CCIE avait réussi à réaliser grâce à ses ressources modestes. Deux membres de l'équipe de programme du CCIE interrogés ont mentionné la poursuite des travaux sur une plus grande intégration de la visualisation des données et des améliorations du portail et l'augmentation de la mesure dans laquelle d'autres ministères fédéraux publient leurs données sur le CCIE. Deux des groupes d'intervenants ont démontré que RNCAN et StatCAN pourraient peut-être accroître le rôle de chef de file fédéral dans l'harmonisation des données.

Plusieurs personnes interrogées ont souligné la nécessité de mettre à jour la structure de gouvernance du CCIE, y compris son processus d'établissement des priorités. L'évaluation a permis de constater que ce point de vue appuyait les constatations du rapport de clôture du projet spécial, qui indique que le CCIE devrait « poursuivre son engagement régulier dans l'élaboration des priorités » et « tirer parti des partenaires et des intervenants FPT ».

L'analyse de l'évaluation a montré que pour les données probantes des entrevues, le principal thème des leçons apprises et des pratiques exemplaires était la valeur de le CCIE en tant que lieu de collaboration qui s'harmonisait avec les énoncés décrivant le CCIE lui-même comme une pratique exemplaire. Les données probantes de l'examen des documents montrent également que StatCAN a consulté ses partenaires au sujet de ses efforts visant à améliorer l'expérience utilisateur et à faire progresser d'autres éléments d'amélioration mentionnés dans

le rapport de clôture. Le processus d'élaboration du plan de travail a été planifié de manière à intégrer la rétroaction sur les priorités définies dans les directives FPT en matière de gouvernance et les commentaires du CCIE, en plus d'un processus interne d'établissement des priorités.

Les membres de l'équipe de programme du CCIE interrogés ont indiqué que le CCIE était conscient qu'il ne pouvait pas « tout faire en même temps » et qu'il disposait d'un processus efficace pour établir l'ordre de priorité de son travail. Toutefois, certaines des personnes interrogées par le gouvernement fédéral ont fait remarquer qu'il était difficile d'obtenir de la rétroaction dans le cadre des réunions de gouvernance de haut niveau du CCIE. Ils ont également mentionné qu'il était souvent difficile d'obtenir la participation des sous-ministres aux réunions et que lorsque les plans de travail étaient présentés, il y avait souvent très peu de rétroaction provinciale ou territoriale sur les orientations proposées pour le CCIE. La majorité des personnes interrogées FPT étaient positives à très positives sur la collaboration qui a eu lieu par l'entremise du CCIE. On peut supposer que les possibilités de collaboration continue ou élargie peuvent se heurter à des réactions favorables de la part d'au moins certains des ministères et organismes provinciaux et territoriaux qui ont participé au CCIE. L'une des limites de l'évaluation était que ce ne sont pas toutes les provinces et tous les territoires qui ont choisi de participer.

Deux autres thèmes ont été identifiés par l'évaluation, soulignant l'importance d'une bonne communication entre les partenaires et l'importance des normes pour la cohérence. Les personnes interviewées à l'interne étaient positives quant à l'importance d'écouter les commentaires et de donner une voix aux intervenants. Deux des personnes interrogées dans les PT ont exprimé le désir d'avoir des mises à jour plus régulières de la part du CCIE et des structures de groupes de travail qui accordent la priorité à l'intégration de la rétroaction des professionnels des données énergétiques. Ils ont suggéré qu'il y ait un lieu récurrent ou peut-être plus officiel qui soit adapté aux besoins des partenaires en ce qui concerne la fréquence à laquelle il se réunirait (par exemple, au moins une personne interrogée a laissé entendre que les réunions mensuelles seraient trop fréquentes, mais que le CCIE pourrait peut-être convoquer des réunions de groupe de travail quelques fois par année). L'évaluation a permis de constater qu'il pourrait y avoir des possibilités pour les activités des groupes de travail to further afin d'harmoniser les efforts fédéraux et des PT pour faire avancer les travaux sur les normes, y compris sur les normes internationales comme le SDMX, une initiative mondiale visant à améliorer l'échange de données et de métadonnées statistiques.

Le fait que le Recueil d'information sur l'énergie de RNCAN soit disponible exclusivement sur le CCIE a été perçu positivement par les personnes interrogées de StatCan. Il a également été suggéré que le CCIE tente d'obtenir la permission d'afficher d'autres « produits phares » de partenaires fédéraux ou provinciaux. L'un des intervenants territoriaux interrogés a déclaré que les microdonnées de leur administration étaient publiées sur le CCIE par l'entremise d'un AEP, qui était considéré comme un modèle positif qui appuyait la nature collaborative des activités du CCIE. Le point de vue a également été partagé sur la valeur d'avoir des points focaux fédéraux, provinciaux ou territoriaux par l'intermédiaire du CCIE qui pourraient servir de ressources pour l'échange d'information et agir comme une ressource de questions et réponses.

Conclusion

L'évaluation a permis de constater qu'il existe un besoin accru pour le CCIE compte tenu de l'importance de la transition énergétique du Canada. À titre d'initiative, le CCIE est bien placé pour appuyer le Plan de réduction des émissions de 2030 du Canada, la Loi sur la responsabilité en matière de zéro émission nette de 2050, les initiatives sur les carburants à faible teneur en carbone et les stratégies de données ouvertes, entre autres initiatives, d'une manière transparente et responsable. Toutefois, les utilisateurs avancés du CCIE partageaient la perception que les données pertinentes sur l'énergie, y compris celles relatives aux GES du Canada, n'étaient pas suffisamment granulaires ou opportunes. Des améliorations continues dans l'ensemble du système de données statistiques sur l'énergie du Canada (pas seulement pour le CCIE) sont nécessaires pour faciliter une meilleure prise de décisions par les décideurs, l'industrie, les chercheurs et les Canadiens.

Les résultats ont d'abord été définis par RNCAN qui correspondaient aux instruments de financement que RNCAN recherchait en collaboration avec StatCan. Le CCIE a atteint ses résultats immédiats liés à la pertinence et à la collaboration du système d'information sur l'énergie du Canada, et aux utilisateurs de l'information qui trouvent plus facilement des données et des analyses pour prendre des décisions éclairées. Un éventail de partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et du secteur privé ont mentionné la précieuse collaboration qui a eu lieu. Le CCIE en tant que lieu de collaboration et le CCIE lui-même pour intégrer l'information sur l'énergie dans un « guichet unique » ont été considérés comme des pratiques exemplaires. Il y a place à l'amélioration, car certains intervenants ont fait remarquer que la collaboration et la communication avec le CCIE étaient

parfois lentes et intermittentes. L'obtention d'un engagement provincial et territorial significatif a été mentionnée comme un domaine particulièrement difficile. Les commentaires des intervenants ont indiqué que les structures de gouvernance, comme le CCIE et les commentaires provinciaux et territoriaux de la Conférence des ministres et des mines d'énergie, ont été au départ très utiles, mais qu'elles pourraient maintenant être « lourdes ». Les intervenants ont exprimé leur intérêt à avoir plus d'occasions de participer au niveau opérationnel, avec des ordres du jour et le calendrier des réunions adaptés aux besoins des parties au niveau des professionnels des données énergétiques.

Les points de vue des intervenants sur les progrès réalisés par rapport aux résultats intermédiaires et ultimes étaient mitigés. Les résultats intermédiaires étaient liés au fait que les utilisateurs d'information sur l'énergie fondent leurs décisions sur des renseignements plus pertinents, cohérents et complets, et sur une confiance accrue dans les données sur l'énergie du gouvernement du Canada. Résultats ultimes liés à l'utilisation des points de vue des intervenants par les décideurs à l'appui des initiatives énergétiques, et à l'amélioration de la durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada. Bien que bon nombre d'entre eux étaient d'avis que des progrès étaient réalisés à l'égard de ces résultats et de l'harmonisation des données, bon nombre d'entre eux ont déclaré que les questions entourant les résultats intermédiaires à ultimes sont complexes et difficiles à mesurer. Certaines personnes interrogées ont répondu qu'elles ne pouvaient pas évaluer le CCIE par rapport à ses résultats.

Du point de vue des professionnels des données, certaines personnes interrogées ont déclaré que sans analyser personnellement certaines données ciblées liées aux résultats, elles ne pouvaient pas commenter les progrès attribuables au CCIE. De plus, bien qu'ils considèrent StatCan comme une organisation de confiance et politiquement neutre, ils partageaient également la perception que le CCIE exerçait une fonction de « bibliothèque », plutôt que de faire réellement preuve de leadership fédéral dans l'amélioration de la qualité et de l'actualité des données énergétiques au Canada. Les mises à jour de l'orientation stratégique, de la gouvernance, des cadres de mesure du rendement et du programme de surveillance du rendement du CCIE ont été suggérées par les intervenants et sont appuyées par l'examen des données probantes disponibles dans le cadre de l'évaluation.

Afin de tirer davantage parti de la valeur de la collaboration familiale fédérale qui a résulté du CCIE, il existe des possibilités pour le CCIE de continuer à faire progresser les visualisations de données disponibles pour les utilisateurs. Le Recueil d'information sur l'énergie de RNCAN s'est avéré être un modèle utile

contenant des données cartographiques, des graphiques et des graphiques. L'affichage exclusif du Cahier d'information sur le CCIE (anciennement sur le site Web de RNCAN) a été associé à un pic important de l'achalandage des utilisateurs. Bien que les visites des utilisateurs du CCIE aient augmenté d'au moins 50 % d'une année à l'autre depuis sa création, le nombre total d'accès au Web est de l'ordre de quelques milliers de pages vues par mois, ce qui représente près de 50 000 pages vues par année. Il y a encore place à l'amélioration et les visualisations pourraient aider à rendre l'information du CCIE plus facile à absorber pour les cadres supérieurs et les Canadiens, ce qui pourrait aider à accroître la sensibilisation à le CCIE et pourrait améliorer la capacité du CCIE à communiquer des renseignements utiles sur les systèmes énergétiques du Canada.

Annexe A : Cote de la personne interrogée pour l'atteinte des résultats du CCIE

Veuillez évaluer, sur une échelle de 0 à 7, le niveau de progrès réalisés dans l'atteinte des résultats suivants.

Résultat du CCIE		Nombre de réponses des personnes interrogées par cote (n = 26)							
		0 Sans objet / Ne sait pas	1 Très faible	2 Faible	3 Légèrement faible	4 Acceptable (ni faible ni élevé)	5 Légèrement élevé	6 Élevé	7 Très élevé
1	Les utilisateurs d'information sur l'énergie du CCIE peuvent trouver plus facilement les données	3	0	1	1	6	8	5	2

Résultat du CCIE		Nombre de réponses des personnes interrogées par cote (n = 26)							
		0 Sans objet / Ne sait pas	1 Très faible	2 Faible	3 Légèreme nt faible	4 Acceptab le (ni faible ni élevé)	5 Légèreme nt élevé	6 Élevé	7 Très élevé
	et les analyses dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées.								
2	Le système d'information sur l'énergie du Canada est pertinent et collaboratif.	3	1	2	1	2	6	8	3
3	Les utilisateurs d'information sur l'énergie fondent leurs décisions sur des renseignements plus pertinents, cohérents et complets.	4	1	0	3	6	8	4	0
4	Les utilisateurs	8	1	0	0	3	7	7	0

Résultat du CCIE		Nombre de réponses des personnes interrogées par cote (n = 26)							
		0 Sans objet / Ne sait pas	1 Très faible	2 Faible	3 Légèrement faible	4 Acceptable (ni faible ni élevé)	5 Légèrement élevé	6 Élevé	7 Très élevé
	d'information sur l'énergie ont accru la confiance dans les données du gouvernement sur l'énergie.								
5	Utilisation de l'information, des conseils et des points de vue des intervenants par les décideurs à l'appui des initiatives énergétiques qui favorisent la confiance du public et la croissance propre.	11	0	2	0	4	6	2	1
6	Amélioration de la	11	1	1	2	4	4	3	0

Résultat du CCIE	Nombre de réponses des personnes interrogées par cote (n = 26)							
	0 Sans objet / Ne sait pas	1 Très faible	2 Faible	3 Légèrement faible	4 Acceptable (ni faible ni élevé)	5 Légèrement élevé	6 Élevé	7 Très élevé
durabilité et de la compétitivité du secteur de l'énergie du Canada.								

Annexe B : Équipe d'évaluation

De Ressources naturelles Canada :

- Michel Gould, dirigeant principal de l'audit et de l'évaluation
- Stephanie Kalt, directrice de l'évaluation
- Jamie Riddell, gestionnaire principal de l'évaluation
- Edmund Wolfe, évaluateur principal
- Carlo Magnaye, évaluateur

De Statistique Canada :

- Steven McRoberts, dirigeant principal de l'audit et de l'évaluation
- Yen Linh Ly, directrice de l'évaluation
- Anita Chung, analyste principale de l'évaluation

L'équipe d'évaluation tient à remercier les personnes qui ont contribué à ce projet, en particulier les représentants du programme et les membres du groupe de travail sur l'évaluation du programme de la statistique de l'énergie de StatCan et du Secteur des systèmes énergétiques de RNC.

Notes de bas de page

Note de bas de page 1

La direction note que le CCEI a été mentionné dans la [réponse du ministre au rapport annuel 2022 du Groupe consultatif pour la carboneutralité](#) et dans [le rapport final du Conseil consultatif canadien de l'électricité de mai 2024](#).

[Retour à la référence de la note de bas de page1](#)